No 32 du 7 juin au 21 juin 1978

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge No 903

LES MERCENAIRES CONTRE L'AFRIQUE



- **La véritable situation au Zaïre**
- **L'offensive russo-cubaine**
- **Le double jeu de Giscard**



Les lecteurs ont la parole

A propos de la lutte chez Terrin

C'est avec intérêt que nous avons lu la lettre que nous a envoyée un lecteur, à propos de la lutte chez Terrin, à Marseille. Nous écrivions en effet dans notre article : *« La lutte s'est développée depuis le 13 avril à Marseille et la région et les directions syndicales sont obligées de suivre le mouvement à bien des égards, mais leur plan de restructuration est quasiment le même que celui des patrons : pour sauver l'entreprise, licencions et mettons en retraite anticipée ».*

En effet, cette phrase est pour le moins peu argumentée. Mais de nombreux faits viennent la confirmer.

La lutte chez Terrin est aujourd'hui au point mort même pire que cela : 125 licenciements ont été prononcés, enregistrés et le travail a repris. Pire même, 500 licenciements risquent fort de venir prochainement s'y ajouter.

Sur les conditions de la reprise, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles ne sont pas claires du tout. Il y avait d'abord eu un vote le vendredi 19 qui avait reconduit la grève. Puis à la demande de la direction, les responsables syndicaux ont organisé un nouveau vote à bulletins secrets celui-là. Les ouvriers sont passés un par un et les responsables syndicaux ne se génèrent pas pour encourager les gens à voter dans le bon sens : à savoir celui de la reprise.

Évidemment, les travailleurs furent très surpris et ne purent réagir. Ils furent contraints à la reprise. Et le mardi 23, dans « Le Provençal », le syndic de Terrin put dire qu'il avait eu à faire à un syndicat responsable.

Ceci dit, il aurait fallu effectivement se donner les moyens politiques d'expliquer cette phrase. Car aussi vraie qu'elle puisse être, elle ne permet pas de dénoncer politiquement de tels agissements, elle ne permet pas aux ouvriers de se faire une idée précise de la réalité.

Plus grave, elle permet à ces mêmes responsables syndicaux de dire que nous faisons de l'antisyndicalisme et que nous les attaquons tout le temps.

A gagner en clarté, il est effectivement vrai que nous gagnerons en efficacité politique et que nous permettrons à des militants syndicaux actifs de se faire une idée plus précise sur ceux qui les dirigent.

Nous espérons prochainement être en mesure de pouvoir expliquer davantage le fond de la lutte à Terrin et son contexte. Il est particulièrement difficile de le faire en deux pages comme nous avons tenté de le faire, ce qui nous a, hélas, conduit à restreindre une partie importante de notre démonstration.

Chers camarades !

Votre article dans le bimensuel « *Peut-on réformer le PCF* » est très bien. Tout à fait approprié à la situation actuelle : en effet, on peut se poser le problème de savoir si on peut changer le Parti communiste de l'intérieur. Dans certains PC étrangers, il a été possible d'arracher de l'intérieur le parti à l'influence du révisionnisme. Et effectivement, maintenant les militants du PC qui se posent des questions peuvent encore croire qu'il est possible de lutter à l'intérieur.

De même il faut avoir une position tout à fait claire, à ce sujet, pour les gens qui sympathisent avec nos idées. En effet, ils pourraient se demander si avoir une autre organisation que le PC est bien sérieux. Il faut donc bien expliquer la légitimité de nos positions.

Voilà, je voulais simplement vous dire que cela est bien de s'exprimer ainsi.

Une lectrice du journal.

camarade,

Nous te remercions pour l'indication que tu nous donnes dans ta lettre : elle nous encourage à réfléchir toujours plus sur la façon d'aborder les problèmes lorsqu'on s'adresse à des travailleurs ou à des militants influencés par le parti révisionniste. Nous saisissons d'ailleurs cette occasion pour inviter tous nos lecteurs à nous écrire même brièvement pour nous critiquer et nous faire des suggestions sur cette question. Pour que l'Humanité rouge soit votre journal, un instrument plus efficace, il faut absolument nous écrire ou même nous téléphoner. *Henri JOUR*

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Politique intérieure

International

Courrier des lecteurs

La France des luttes

Informations générales

Culturel

Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépot légal 2e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes* : Claude Liria, Nicole Margerie, Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty

LE PCF ET NOUS

Nouveaux témoignages

« Je fais actuellement mon service militaire. En rentrant en permission, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article sur l'invitation faite par la municipalité de Billy-Montigny à la troupe de théâtre du Printemps .

» Je voudrais vous livrer un peu en vrac quelques réflexions qu'il m'inspire. Je dirais encore que moi-même je suis un intellectuel, fils d'ingénieur, marié et bientôt père de famille.

» Ma femme et moi avons pour amis un couple dont le mari est médecin et la femme laborantine, qui a deux enfants. Ils sont tous deux au PCF ainsi que de nombreux membres de leur famille. Le mari a des responsabilités dans le bureau de sa cellule.

» Pour nous, ce sont deux camarades. Je le dis franchement. Jamais nous n'avons eu l'idée de leur coller l'insultante étiquette de « révisionnistes » parce qu'ils étaient au PCF et défendaient avec acharnement le Programme commun. Pourquoi ? Simplement parce que ce couple se donne corps et âme à une ligne politique qui leur semble la meilleure pour aller au socialisme.

» A travers les nombreuses discussions que nous avons eues, nous nous sommes aperçus que nous étions proches l'un de l'autre : pour ma femme et moi, pas de doute, même s'ils sont au PC, même s'ils parlent de l'Union de la gauche, ce sont des camarades qui aspirent à l'union des travailleurs pour abattre le capitalisme. Et leur pratique est contradictoire avec les réelles aspirations des dirigeants du PCF. C'est pour nous cela le plus important.

» A l'armée, j'ai un autre camarade du PCF. Lui est ouvrier. Il croit encore en son parti et quand il retournera dans la vie civile, il reprendra sa pratique militante. A l'armée, contre l'oppression, nous avons toujours été côte à côte et si je lui ai peut-être appris certaines choses, j'ai aussi beaucoup appris de lui.

» Quand nous parlions des élections, qu'il me disait son souhait de voir nos voix se reporter sur le PC je n'ai jamais eu l'idée de lui éclater de rire au nez ! Simplement je lui ai expliqué notre ligne !*

» J'ai aussi un autre camarade à l'armée, chrétien celui-là, et pratiquant. Ce n'est pas pour cela que je parle de lui en disant par exemple « J'ai un copain catho ! » Face aux humiliations, à l'injustice, à l'oppression dont sont victimes les ouvriers qui sont l'immense majorité des appelés, nous avons toujours fait front commun. J'ai souvent pris exemple sur lui quand il refusait de se laisser marcher sur les pieds par certains gradés (...)

» Bref, tout ça c'est un peu confus et un peu anecdotique.

» C'est bien de discuter avec des militants et des responsables du PC comme l'ont fait les camarades de la troupe : c'est extrêmement positif. Il ne faut pas croire que tout responsable du PC est révisionniste simplement parce qu'il défend en parole des idées révisionnistes qui sont les seules qu'il connait dans son parti

» Il ne faut pas croire non plus qu'inversement, lorsque ce même responsable est d'accord avec nos idées, eh bien, c'est de la démagogie, « Ça ne mange pas de pain pour lui de le dire ». Tout cela serait un comportement méprisant que visiblement le dirigeant municipal de Billy-Montigny n'a pas du tout eu, lui, à l'égard de la troupe du Printemps. » (...)

Un camarade

---

* Lors des élections législatives, notre journal a soutenu les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne qui ont refusé de se désister au second tour aussi bien pour les candidats de la droite que pour ceux de la gauche.

Intensifier la lutte de classe

Deux événements survenus peu de temps après le « bouclage » rédactionnel de cette édition de « l'Humanité rouge » bimensuelle soulignent un certain déséquilibre dans les sujets qui y sont élaborés.

La lutte à Renault-Flins et Cléon

Le premier de ces événements, c'est la lutte déterminée et résolue des ouvriers des usines Renault de Flins et de Cléon. Cette lutte déclenchée par les ouvriers eux-mêmes vise à obtenir des augmentations de salaire égales pour tous, la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail. 27 000 ouvriers d'un coup, le quart des effectifs de la plus grosse entreprise industrielle de France, refusent le plan Barre de blocage des salaires et de hausse des prix.

C'est un signe au moment où les ouvriers d'autres entreprises de taille plus modeste poursuivent la lutte avec occupation comme à la Lainière de Roubaix ou chez Boussac dans les Vosges. Tous ces ouvriers montrent la voie, la seule voie pour riposter enfin aux plans Barre successifs qui font payer la crise des capitalistes à la classe ouvrière. N'est-il pas vrai en effet que le gouvernement de Giscard d'Estaing et Raymond Barre a procédé par paliers aggravant à chaque fois les conditions de vie et de travail des masses populaires ?

Cela a commencé par le blocage des salaires et cela se poursuit aujourd'hui par la libération des prix. D'un côté, on écrase les salariés, de l'autre on donne le feu vert aux profiteurs, c'est la logique du système. Bien sûr. Mais tout cela, Giscard, Barre et la classe qu'ils défendent n'ont pu se le permettre que parce qu'ils pensaient et pensent encore jouir de l'impunité. Il y avait le Programme commun et les élections : les dirigeants des partis de gauche endormaient la classe ouvrière, la dissuadaient de combattre, la persuadaient de s'en remettre aux urnes. Il y a aujourd'hui la chanson bien connue sur l'air des « négociations », reprise inlassablement par les dirigeants des confédérations syndicales. Mais en attendant ces fameuses négociations aux résultats ridicules, les ouvriers paient les pots cassés.

Les ouvriers de Renault et tous les ouvriers en grève, notamment ceux qui occupent, mènent un combat qui concerne tous les travailleurs ; le gouvernement bourgeois le sait bien : il envoie contre eux ses CRS pour étouffer dans l'œuf une révolte qui lui fait peur.

Soutenons donc partout, sans réserve, ces camarades, que la solidarité de millions de travailleurs pèse dans leur lutte de classe !

Renault, c'est la première transnationale française ; faut-il le rappeler ? Renault, c'est des profits réalisés sur le dos de centaines de milliers d'ouvriers à travers le monde et notamment en Argentine. On comprend que le gouvernement français abandonne « ses beaux sentiments humanitaires » quand il s'agit de réprimer les ouvriers français et immigrés en France ou de soutenir des généraux fascistes en Argentine.

L'intervention de l'impérialisme français au Tchad

Il faut d'ailleurs dire que ces fameux sentiments humanitaires qui, soi-disant, ont justifié l'intervention au Zaïre n'ont pas joué au Tchad puisque l'armée française a massacré honteusement comme du temps des colonies, des centaines de Tchadiens. En fait, c'est toujours, toujours les intérêts des grands trusts auxquels les politiciens bourgeois sont liés qui guident la politique de la France, même quand cette politique se trouve heurter les ambitions hégémoniques de la plus agressive des deux superpuissances comme c'est le cas au Zaïre. Voilà pourquoi nous appelons à dénoncer partout les atrocités de l'armée française au Tchad.

Ces atrocités, comme les crimes commis au Sahara occidental, à Mayotte, à la Réunion montrent que les peuples africains doivent compter avant tout sur eux-mêmes pour lutter contre les deux superpuissances notamment contre l'offensive soviétique. Cela montre aussi que le soutien du peuple français aux peuples d'Afrique est très insuffisant : au moment où ce soutien est capital pour faire obstacle à l'expansionnisme soviétique et au double jeu du gouvernement impérialiste français.

Ces événements intérieurs et internationaux indiquent clairement que la lutte de classe doit être intensifiée sur le plan intérieur comme sur le plan international ; chaque fois que la classe ouvrière affaiblit son combat contre « ses » capitalistes, contre « ses » impérialistess, ceux-ci intensifient leur oppression et multiplient leurs méfaits.

Henri JOUR

Sur le centralisme démocratique et le Parti communiste français PAR JACQUES JURQUET

Quand les dirigeants du Parti communiste français m'ont exclu, en avril 1964, j'ai connu un profond drame intérieur. Mais j'avais délibérément choisi d'affronter la suprême sanction. Devant mes camarades de cellule, j'ai indiqué notamment : *« Pour ma part, je déclare, en pesant mes mots, qu'entre une discipline formelle que l'on voudrait m'imposer pour que je me taise et la vérité sur le problème chinois, je choisis la vérité. Et je prétends de la sorte me conformer à la discipline suprême des communistes qui est de respecter les principes du marxisme-léninisme ».*

Aujourd'hui Georges Marchais proclame que le Parti communiste français ne pratiquera plus aucune exclusion. Je ne regrette pourtant pas d'avoir été exclu, car cette mesure m'a permis de rester fidèle aux convictions philosophiques, théoriques et politiques auxquelles j'ai adhéré, dans l'action, sous l'occupation nazie, lorsque j'avais vingt ans.

En vérité, selon des informations sérieuses et multiples, la méthode qui assure la discipline au sein du Parti communiste français n'a changé qu'en apparence. Le fond reste le même. Au centralisme bureaucratique autoritaire et injuste succède un centralisme bureaucratique d'apparence libérale, mais tout aussi injuste. Du temps où je militais dans les rangs du PCF, les dirigeants n'acceptaient aucun débat démocratique. On l'a bien vu pendant la guerre d'Algérie. Maintenant, ils feignent de l'accepter, mais jusque là ne centralisent nullement les fécondes idées et critiques venues de la base, notamment des militants ouvriers qui s'expriment, il est vrai, plus difficilement que les camarades intellectuels.

Le résultat final demeure qu'aujourd'hui comme hier, reste bafouée la conception léniniste du centralisme démocratique



La ligne d'un parti communiste doit être fixée avec les travailleurs sous leur contrôle.

dont Mao Tsé-toung fit en Chine l'efficace et vivante application que l'on sait.

D'ailleurs, pour Marchais et le 22e congrès de mon ancien parti, le léninisme est *« dépassé »*. C'est là un argument *« théorique »* que nous opposaient déjà autrefois Jules Moch comme Léon Blum.

Qu'importe, dans ces conditions, que Marchais affirme que le principe du *« centralisme démocratique »* ne sera pas abandonné par son parti, si, dans les faits, ce principe n'est plus pratiqué honnêtement, dans sa conception initiale, depuis belle lurette ! Il est de notoriété publique que, depuis 1945, des dizaines de milliers de militants sincères et honnêtes ont été victimes de violations brutales du centralisme démocratique par des dirigeants qui ont falsifié le léninisme dans leur pratique comme sur le plan théorique. On peut évoquer en France une véritable diaspora* des membres du Parti communiste français. Si nombre de ces exclus ont viré à droite, bien d'autres sont demeurés sur les positions idéologiques du prolétariat révolutionnaire et se sont fait traiter de *« gauchistes »*, alors qu'ils n'étaient que sur la gauche de ce dirigeant activement engagé dans une politique opportuniste de droite !

Les communistes de notre pays, comme partout ailleurs où cela sera nécessaire, ne referont leur unité d'ensemble qu'à l'issue d'une vaste révolte prolétarienne contre les falsifications et les révisions des principes fondamentaux du marxisme et du léninisme. A cette fin, il appartient de redécouvrir qu'existe une autre stratégie des luttes ouvrières et populaires, que celle, déclarée irremplaçable par Marchais, qui a conduit le Parti communiste français dans l'impasse.

Sans céder ni au gauchisme, ni à l'aventurisme, ni au dogmatisme stérile, cette stratégie offre aux masses exploitées leur totale souveraineté. Le parti de la classe ouvrière que ne sera plus jamais le Parti communiste français, mais qui grandira irrésistiblement grâce à d'anciens militants de ce dernier et à la jeunesse prolétarienne, ne doit pas imposer une ligne élaborée par ses seuls dirigeants. Sa ligne doit être fixée avec les travailleurs, sous le contrôle des travailleurs. Les adhérents doivent pouvoir obtenir la remise à la base d'un dirigeant qui n'a plus leur confiance. C'est seulement si l'on reconnait que *« ce sont les masses qui font l'histoire »* (Mao), que l'on peut concevoir et mettre en œuvre le centralisme démocratique.

Les communistes de ma génération qui s'unissent à travers les luttes quotidiennes aux générations plus jeunes observent la crise interne du Parti communiste français avec sérénité. Ils font confiance aux jeunes ouvriers, paysans et intellectuels qui aspirent à des changements profonds et durables, à une société socialiste. Ils ressentent des sentiments de fraternité communiste avec les militants qui s'opposent à Marchais et aux autres dirigeants qui les ont nourris d'illusions jusqu'aux récentes élections législatives. Fidèles à la conception léniniste du parti communiste, ils s'en tiennent à cette indication de Mao Tsé-toung : *« Au sein du peuple, la démocratie est corrélative du centralisme, la liberté de la discipline. Ce sont deux aspects contradictoires d'un tout unique ; ils sont en contradiction, mais en même temps unis, et nous ne devons pas souligner unilatéralement l'un de ces aspects et nier l'autre. Au sein du peuple, on ne peut se passer de liberté, mais on ne peut non plus se passer de discipline ; on ne peut se passer de démocratie, mais on ne peut se passer de centralisme. Cette unité de la démocratie et du centralisme, de la liberté et de la discipline constitue notre centralisme démocratique »* (dans « De la juste solution des contradictions au sein du peuple » — février 1957).

Jacques Jurquet : l'un des fondateurs du Parti communiste marxiste-léniniste de France, actuellement directeur politique de l'« Humanité rouge » et de la revue « Prolétariat ».

* Diaspora : mot hébraïque signifiant par extension exclusion et dispersion.

Une partie de ce texte a été publié par Le Monde du 1er Juin.

Contestation à la fête d'« Avant-Garde »

Par la voix de son leader, Jean Michel Catala, l'organisation de jeunesse du PCF avait pourtant pris toutes ses précautions pour que la contestation qui existe aujourd'hui au sein du PCF n'éclate pas publiquement à l'occasion de la fête d'« Avant-garde », à Ivry, début juin. Ce fut peine perdue.

La première précaution de Catala, reprise par les dirigeants du PCF avait été d'interdire l'entrée de la fête aux intellectuels contestataires en vue : Althusser, Elleinstein devaient tour à tour refuser l'invitation que des groupes d'étudiants du PCF leur avait lancées.

Gérard Molina et Yves Vargas ont insisté un peu plus. Ils comptaient tenir un stand de discussion. Mais le stand en question fut détruit par des inconnus dans la nuit précédant l'ouverture de la fête... par des inconnus. Comme quoi le hasard fait bien les choses.

Même en l'absence des contestataires les plus connus, il y eu contestation, dans chaque forum et autour des stands aussi. Leroy, Juquin, et Hermier se firent huer à plusieurs reprises. Tout leur art ne suffit pas vraiment à évacuer les questions les plus gênantes : la démocratie au sein du PCF, les changements brutaux de positions de la direction furent les principaux points soulevés par une assistance souvent passionnée.

Marchais avait beau le nier quelques temps après sur le podium central : la contestation au sein de son parti dépasse largement le cadre d'une petite poignée d'intellectuels qualifiés une fois de plus de *« liquidateurs »*...

Jugés indésirables par la direction, les intellectuels contestataires n'étaient pas à la fête de la Jeunesse communiste à Ivry. Mais la contestation n'était pas étouffée pour autant. Ici la revue « Dialectique », vendue dans un stand tenu par un intellectuel. Au sommaire : Althusser et Jean Rosny. Durant toute la fête, des militants de base harcelèrent de questions les membres de la direction. On apprenait, lors de ce week-end, que la pétition, signée à l'origine par trois cents intellectuels et remettant en cause le rapport Marchais au Comité central, recueillait alors 1200 signatures,dont celle d'ouvriers de chez Renault.



LE PCF ET NOUS

Nouveaux témoignages

Le texte que nous publions ici a été rédigé par nos camarades du Nord. Nous le soumettons à nos lecteurs en guise de témoignage, tant sur ce que sont les questions qui se posent aujourd'hui au sein du PCF à la base que sur l'attitude qui est la nôtre, militants marxistes-léninistes face aux travailleurs.

Chaque jour qui passe apporte de nouvelles révélations et de nouveaux témoignages sur l'ampleur des remous secouant ajourd'hui le Parti communiste français. Dans notre région aussi ça grogne dans les cellules et les sections, et certes, ce ne sont pas les menaces et les tentatives d'intimidation du Bureau politique qui étoufferont cette légitime flambée d'interrogations.

Avec les jeunes communistes

Le 6 mai dernier, les communistes marxistes-léninistes de France étaient invités par un club de jeunes de Somain, près de Denain, (Nord)à animer une rencontre-débat. Il y avait là quatorze jeunes désirant participer au combat révolutionnaire pour préparer une société fraternelle, de justice et de liberté, dirigée par le pouvoir ouvrier-paysan. Quatorze jeunes aspirant comme nous, au socialisme et, parmi eux, un certain nombre de militants du Mouvement de la jeunesse communiste ou du PCF. Rencontre passionnante. Les idées fusent, les interrogations aussi : « La révolution est-elle possible à notre époque ? ». Mais 68, le Chili, le rôle du Parti Staline, l'origine du Parti communiste marxiste-lénniniste de France... Tout y passe, un peu en désordre ! Certes, mais cela révèle la soif de savoir, la volonté de connaître la vérité. « Ah, si on discutait comme ça dans ma cellule », déclare un jeune.

A Billy-Montigny

Le 12 mai, le Théâtre du Printemps jouait « Octobre aujourd'hui » à la salle des fêtes de Billy-Montigny, municipalité PCF devant une centaine de personnes dont le conseil municipal, maire en tête. Une camarade raconte : « L'ambiance est bonne, suffisamment pour faire reprendre le chant final par les spectateurs... suffisamment aussi pour aborder le débat avec confiance. Il est rapidement politique : de façon évidente, les militants qui sont présents dans la salle ont envie de discuter et nous aussi. C'est une bonne base de départ. La dicussion s'engage donc surtout avec les militants du PCF, membres du conseil ou non. Toutes les questions d'actualité y passent : les élections et l'échec de la gauche, le rôle de la violence et la tactique du PCF, les luttes et le rôle des délégués et des syndicats et nos perspectives. L'échange est parfois passionné mais jamais agressif ou insultant... La discussion s'est poursuivie autour d'un « pot » offert par la municipalité. Et ensemble nous avons levé nos verres à la troupe et à la victoire de la classe ouvrière. »

Chez les enseignants communistes

Et puis voici la publication de cette pétition intitulée « Une régression » et signée par plus de 300 membres du Parti communiste français. Parmi les signataires plusieurs militants du Nord, notamment des enseignants de l'université de Lille III.

La riposte sera donnée, cinglante, par le Bureau politique dans « l'Humanité » du 20 mai : « La démarche des signataires (est) totalement inacceptable »...

Mais ici aussi le ton change et certains universitaires du PCF paraissent désireux d'abandonner l'hostilité violente qu'ils manifestaient vis-à-vis de nos militants des facultés.

Expliquer patiemment et unir largement

Oui, de ci delà, sur certaines entreprises ou localités, le climat de nos relations avec les militants du PCF se modifie. La discussion fraternelle remplace l'invective. Les camarades membres du Parti communiste français, particulièrement les travailleurs, militants de base et cadres intermédiaires de sections, se tournent vers nous pour discuter tranquillement. Entre camarades. Au fond, ne voulons nous pas la même chose : le renversement du capitalisme, l'avènement du socialisme ?

« Comment y arriver » ? C'est ici que nous, marxistes-léninistes, devons expliquer patiemment que la voie existe pour sortir de l'impasse des partis de gauche. Expliquer et faire connaître largement la ligne du IIIe congrès du PCMLF aux travailleurs et s'unir à eux dans la lutte contre le gouvernement Giscard-Barre.

Rémi DAINVILLE

De ci, de là, nos relations avec les militants du PCF se modifient.



Les paras au Zaïre

But humanitaire ? C'est à voir

L'intervention française au Zaïre, officiellement destinée à sauver des Français a suscité des réactions mitigées parmi les pays occidentaux. C'est qu'en effet au-delà du coup d'arrêt donné aux mercenaires prosoviétiques, de gros intérêts économiques sont en jeu.



Les paras français en opération autour de Kolwezi (Zaïre).

Le Zaïre est un État indépendant politiquement menacé par une agression impérialiste. Cela ressort clairement des faits comme le montre par ailleurs l'interview des camarades zaïrois. Le prétendu Front de libération nationale du Congo est en fait constitué d'ex-gendarmes katangais. Jadis mercenaires des colonialistes belges, ils se sont férocement opposés à la lutte du Zaïre pour son indépendance puis se sont réfugiés avec armes et bagages en Angola.

Ils sont maintenant devenus les mercenaires de l'URSS qui les entretient, les arme, et les fait entraîner par ces autres mercenaires que sont les Cubains. En suscitant et en soutenant en sous-main leur intervention, l'URSS cherche à développer une sécession katangaise pour affaiblir et pousser à la soumission le régime zaïrois.

Une agression qui ne peut être masquée

Certes, le régime actuel de Mobutu est profondément discrédité dans la mesure où il compose avec l'impérialisme et fait retomber sur les masses populaires le poids de l'oppression néo-coloniale à laquelle il ne s'oppose que de façon inconséquente. Mobutu n'a-t-il pas vendu récemment à l'Allemagne de l'Ouest une partie du territoire national zaïrois ?

Mais les difficultés des masses populaires et leur mécontentement légitime contre le régime ne sauraient masquer la nature agressive et impérialiste des menées soviéto-katangaises actuelles. L'URSS ne songe qu'à accroître encore ces difficultés pour déstabiliser le régime zaïrois et mettre en place un régime qui lui soit favorable ou acquis. C'est pour cela qu'elle a fait noyer les mines de cuivre qui procurent au Zaïre une grande part de ses ressources.

Belges et Français

L'intervention des Belges et des Français répond quant à elle à des préoccupations identiques quant au fond mais qui diffèrent dans leur forme et leur motivation en fonction de l'influence respective de ces deux impérialismes au Zaïre. La Belgique y a des intérêts néo-coloniaux encore assez consistants et qui pâtissent de l'instabilité politique du régime. Aussi le gouvernement belge semblait-il prêt officieusement à négocier avec le FNLC en acceptant le remplacement du régime de Mobutu par un autre plus stable, fut-il mieux disposé à l'égard de Moscou.

Par contre l'impérialisme français conserve au Zaïre une influence surtout culturelle et il s'est donc montré tout prêt à aider le régime en place pour acquérir des droits à la reconnaissance et développer son influence sur d'autres plans.

Une aide objective

Bien sûr les motivations qui ont poussé le gouvernement français à intervenir militairement au Zaïre trouvent leur origine dans les intérêts de classe de la bourgeoisie monopoliste dont il est l'émanation. Mais il se trouve qu'ici ses intérêts l'opposent au social-impérialisme, principal danger à l'heure actuelle pour l'indépendance du Zaïre. Cette intervention ne constitue pas pour l'instant, comme l'intervention militaire au Tchad ou au Sahara occidental, une agression contre un peuple du tiers monde et une ingérence dans les affaires intérieures d'un État indépendant. Tant qu'elle se borne à s'opposer aux menées agressives du social-impérialisme, et dans cette mesure-là seulement, elle représente une aide objective au Zaïre, menacé dans son indépendance même si celle-ci est fragile, et qui court le danger d'une recolonisation par l'URSS.

Jean NESTOR

De «France-Soir» chauvin à «Rouge» complice,

Le silence sur l'agression soviétique

Les grands organes de presse français, de « France-Soir » à l'« Aurore » ont comme on sait le cœur et aussi le porte-monnaie du côté du gouvernement. Aussi ont-ils soutenu à fond l'engagement de celui-ci au Zaïre et défendu la thèse selon laquelle il s'agissait d'une intervention humanitaire destinée à sauver la vie des coopérants français. Le 20 mai « France-Soir » titrait « 1 250 paras de la Légion ont quitté la Corse. SEUL OBJECTIF : SAUVER LES FRANÇAIS DU ZAIRE ».

On ne peut bien sûr attendre de cette presse qu'elle explique par ailleurs quels véritables intérêts défend le gouvernement français. Elle a consacré ses colonnes au contraire à chanter les louanges de l'armée bourgeoise et de ses paras avec des accents des plus chauvins.

Ainsi le « Figaro » du 23 mai écrit à ce sujet : « *Il faut souligner que les bérets verts se sont battus avec l'armement normal dont est dotée l'infanterie française : Mat 49, fusil semi-automatique 49/56, mitrailleuses A 52, mortiers et lance-roquettes 89* ». « *Ils ont ainsi démontré que ce matériel utilisé dans une situation offensive et par de vrais professionnels était apte à remplir parfaitement sa mission* ».

Ce qui les préoccupe bien sûr ce n'est nullement l'aide au Zaïre mais bien la défense des intérêts de la bourgeoisie actuellement au pouvoir. Ils éprouvent la même « *fierté nationale* » à l'occasion en relatant les agissements criminels de l'armée française au Tchad ou au Sahara occidental.

Les réactions de la gauche

Voyons maintenant la réaction des partis de gauche. La position de Mitterrand n'est pas fondamentalement différente de celle du gouvernement même s'il fait quelques réserves et adresse des critiques. Lui aussi feint de penser que l'intervention française est essentiellement justifiée pour des raisons humanitaires et fait mine d'ignorer que les mêmes raisons par exemple n'ont guère poussé le gouvernement à faire pression sur l'Argentine où plus d'une dizaine de Français sont morts ou emprisonnées pour raisons politiques.

Ceci l'amène à faire à l'Assemblée nationale des déclarations des plus mesurées déclarant à propos de l'envoi des parachutistes : « *Ils y vont, j'imagine, pour assurer la sécurité de nos compatriotes mais aussi pour atteindre d'autres objectifs que nous ne connaissons pas (...). Il eut été normal que le gouvernement, avant de décider une opération militaire qui ne nous semble pas conforme aux accords de coopération saisisse l'Assemblée.* »

Et quelle a donc été la position des dirigeants du PCF ? Dès le début elle a consisté à condamner l'intervention française qualifiée d'agression, tandis qu'un silence complet était observé à l'égard de la véritable agression, celle de l'URSS. Au lendemain même de l'invasion des Katangais, l'« Humanité » trouvait le moyen de s'alarmer dans un éditorial intitulé « *L'escalade de la Pentecôte* » sur l'attitude du gouvernement sans mentionner que l'escalade dénoncée était pourtant bel et bien due à l'expansionnisme soviétique.

Le lundi 29 mai, Georges Marchais déclarait : « *Ce gouvernement est en train, pour le compte de l'impérialisme, de vouloir jouer le rôle de gendarme en Afrique* ». Quant au rôle de l'URSS il le passait complètement sous silence et le justifiait même implicitement en déclarant : « *L'intervention, qui a eu lieu à Kolwezi, n'est pas une intervention extérieure : c'est l'intervention de forces zaïroises qui veulent changer leur régime* ».

Les trotskistes, notamment ceux de « Rouge », emboîtaient, dans l'ensemble, le pas au PCF et Krivine, lors du meeting du dimanche 29 mai, a qualifié Giscard de gendarme international sans souffler mot de l'URSS.

LE MATIN
MERCENAIRES POUR LE ZAIRE
MOBUTU RECRUTE A PARIS

France-Soir
250 paras de la Légion ont quitté la Corse
Seul objectif : sauv[er] les Français du Za[ïre]

l'Humanité
Giscard avec l'OTAN au Zaïre

rouge
GISCARD SACRE PREMIE[R] GENDARME D'AFRIQU[E]

L'AURORE
LA LÉGION S'ENFONCE DANS LA BROUSSE DU SHABA...

Ce n'est pourtant pas sans hésitation et sans se poser de multiples questions que les militants du PCF notamment écoutent ces points de vue. Ils savent bien qu'eux-mêmes n'accepteraient jamais de recevoir en soi-disant libérateurs des troupes russes ou à la solde de l'URSS. La Tchécoslovaquie n'a-t-elle pas déjà subi à ses dépens « l'aide » soviétique ?

Jean NESTOR

SINDICATO UNITARIO

Les 25, 26,27 et 28 mai se tenait à Madrid le deuxième congrès du Syndicat unitaire. Pendant quatre jours, près de huit cents délégués ont travaillé, dans un excellent esprit de discipline et d'unité pour atteindre les objectifs fixés : préciser l'orientation de classe du syndicat et lui donner une tactique, un programme, conformes à cette orientation, pour unir le plus largement les travailleurs d'Espagne. Pour prendre aussi des mesures afin de renforcer et développer sur les plans politique et organisationnel le Syndicat unitaire, troisième syndicat d'Espagne.

Après quatre jours de travail, le congrès s'est clos dans l'enthousiasme, toutes tâches accomplies, après une vibrante intervention du secrétaire général.

Nous l'avons quitté avec la certitude qu'il existe, en Espagne, des bases solides pour que s'unisse sur des positions de classe la classe ouvrière espagnole.



Espagne

Pour le pain, le travail et la liberté

Le Syndicat unitaire avait tenu son 1er congrès l'an dernier, le 1er Mai, de façon clandestine. C'est donc un tout jeune syndicat, mais qui compte actuellement plus de 200 000 membres, soit environ le tiers des Commissions ouvrières, dirigées par le PCE de Carrillo, et la moitié de l'UGT où le PSOE (1) a une influence prépondérante. En une année, le problème du Syndicat unitaire a été résolu. En une année, la crise s'est aggravée (2) et en même temps, l'offensive du grand capital pour la faire payer aux travailleurs. En une année, les choses se sont éclaircies du point de vue de la voie à suivre pour lutter.

Tout cela justifiait et rendait nécessaire la tenue de ce deuxième congrès. Mais écoutons Cristino Domenech (secrétaire général adjoint) dressant un tableau de cette situation dans l'intervention d'ouverture.

« Dans ces 390 jours, l'essentiel, c'est que le peuple a pu détruire le franquisme et reconquérir ses libertés démocratiques... Mais ce n'est pas exactement ce que le peuple voulait... Il faut aller maintenant vers la conquête du socialisme, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme... Il faut appeler tous les travailleurs à utiliser les libertés actuelles pour acquérir leur droit au pain, au travail et à la liberté. Il faut l'unité de tous les travailleurs dans un front commun pour obtenir cela... Le grand capital, lui, essaye de mettre le maximum de barrières aux libertés, pour faire payer la crise aux travailleurs.

« Nous savons bien qu'il se lancerait dans une telle offensive et qu'il fallait donc mieux s'organiser pour l'empêcher. C'est avec ce programme que nous avons vu les autres syndicats. Mais la vie, dans ces 390 jours, nous a montré que certaines centrales avaient de mauvaises oreilles et ne voulaient pas comprendre. Au front commun des travailleurs, elles préféraient celui avec les capitalistes : le pacte social de la Moncloa (3).

« Nous en avions conscience, mais cette conscience est devenue la conscience collective de millions de travailleurs. Ils ont compris que cela n'avait pas résolu le chômage (350 000 de plus dans ces derniers mois), ni freiné les fermetures d'usines, ni permis de construire pleinement les libertés syndicales (4)... Des centaines de millions de travailleurs ont crié dans tout le pays, le 1er Mai, contre le pacte de la Moncloa (5)... Notre ligne était juste. Il faut qu'elle s'intègre plus dans la réalité concrète des ateliers, des

Une vue du congrès. Près de 800 délégués, tous logés chez l'habitant. La preuve d'une solide implantation.



champs et de la mer ; il faut renforcer notre capacité à transformer la réalité concrète ».

Enraciné dans le passé

Le Syndicat unitaire est un tout jeune syndicat. Mais il suffisait de voir son organisation remarquable pour comprendre qu'il s'enracine dans le passé de la lutte antifasciste, il suffisait d'entendre les interventions des dirigeants, pour comprendre qu'une telle maturité était le fruit d'une longue expérience.

De fait, les fondateurs du Syndicat unitaire ont tous été des militants, souvent des fondateurs, parfois des dirigeants des Commissions ouvrières, seules organisations des masses travailleuses d'Espagne à avoir organisé et mené la lutte syndicale contre le fascisme. Dès leur naissance, les Commissions ouvrières ont été marquées par la lutte entre des conceptions différentes qui se sont affrontées de manière encore plus aiguë, plus claire aussi, après la mort de Franco :

– Faire aussitôt des Commissions ouvrières un syndicat comme un autre, avec une structure toute prête (fournie par le PCE !) et s'engager dans les discussions avec le nouveau pouvoir.

– En prenant pour base les Commissions ouvrières et le profond désir d'unité des travailleurs au sortir du fascisme, engager un processus démocratique en vue de constituer un syndicat unique dans toute l'Espagne, pour continuer le combat contre le capitalisme.

La première conception a vu son aboutissement dans le pacte de la Moncloa, signé par le PCE et les commissions qu'il contrôle. Cette conception a maintenu et aggravé la division syndicale. Ainsi, par exemple, l'UGT, coquille vide entretenue par les sociaux-démocrates allemands durant le fascisme, s'est regonflée pour devenir le deuxième syndicat d'Espagne.

C'est de la seconde orientation et du refus de s'engager dans la voie de la collaboration de classe qu'est né le Syndicat unitaire.

Le fait que des dizaines de milliers de travailleurs s'y soient aussitôt reconnus montre que près de 40 ans de fascisme n'avaient pas étouffé les consciences. Au contraire, les traditions révolutionnaires du peuple espagnol s'y sont conservées pour jaillir à nouveau aujourd'hui : un grand espoir pour la classe ouvrière espagnole mais aussi un grand encouragement pour la nôtre, pour celle de toute l'Europe !

Jacques DUROC



Dans le Syndicat unitaire, les vétérans revivent une nouvelle jeunesse et font revivre les traditions révolutionnaires des peuples d'Espagne.

Un vétéran de la lutte antifasciste

Le Syndicat unitaire compte dans ses rangs de nombreux vétérans, souvent anciens du PCE, dont la jeunesse fut marquée par la guerre civile, puis la prison, puis la lutte clandestine contre le fascisme, et en même temps contre l'orientation de *« réconciliation nationale »* impulsée dès 1956 par Carrillo dans le PCE : politique qui aboutit aujourd'hui à la collaboration ouverte avec la bourgeoisie, concrétisée par la signature du *« Pacte social de la Moncloa » (3)*

Pedro Cristobal est actuellement membre du secrétariat confédéral du Syndicat unitaire, responsable des relations internationales du Syndicat. Il est aussi membre de l'ORT (6).

Né en 1920, Pedro Cristobal adhère aux Jeunesses communistes en 1935. Il en est cadre (pour un secteur de Madrid) au moment de l'unification en avril 1936 au sein de la JSU (Jeunesse socialiste unifiée) de la Jeunesse communiste et de la Jeunesse socialiste. Il entre alors au parti : c'est le cas pour tous les cadres de la JC au moment de cette fusion.

Dès l'arrivée des troupes fascistes, en 1936 (il a 16 ans), il entre à la milice républicaine. En 1937, il est officier dans les troupes régulières de la République – formées le 10 octobre 1936 – sur le Front du centre,



Pedro Cristobal

puis sur celui de Levante (Castiglione).

Prisonnier à la fin de la guerre, il est incarcéré deux ans (1939-1940). Dès sa sortie, il mène le travail clandestin. Il est à nouveau emprisonné quatre ans de 1945 à 1948.

Il reste jusqu'en 1962 au PCE qu'il quitte pour engager un travail de masse dans le cadre de l'Association syndicale des travailleurs. L'AST formée en 1960 a joué un rôle important dans la formation des Commissions ouvrières.

Pedro fut l'un des fondateurs, en 1963, de la Commission ouvrière des métaux dans sa région (il était dans une usine de camions d'où il fut licencié en 1965 à la suite d'une grève : il représentait les travailleurs). Exilé en France en juillet 1968, il fait partie de la délégation extérieure des Commissions ouvrières (DECO) et participe à ce titre à des conférences de presse et meetings (Mutualité, bourse du Travail...). Il revient en Espagne après la mort de Franco.

(1) UGT : Union générale des travailleurs, fort syndicat avant le fascisme. Le Parti socialiste des ouvriers d'Espagne (PSOE) est aussi signataire du Pacte de la Moncloa.
(2) Un million et demi de chômeurs (pour 36 millions d'habitants).
(3) Accord avec le gouvernement limitant les revendications des travailleurs, signé en octobre 1977.
(4) La nouvelle Constitution d'Espagne prévoit le droit au licenciement. Par ailleurs, pour qu'une section syndicale soit reconnue, elle doit compter 10 % au moins des ouvriers de l'entreprise dans ses rangs.
(5) Le 1er Mai, le SU, ayant refusé les conditions que voulaient leur imposer les CO et l'UGT à Madrid, a manifesté seul... avec 50 000 travailleurs !
6) Les partisans du syndicalisme de classe sont des communistes qui ont refusé l'abandon de la voie révolutionnaire dans le PCF, en sont partis ou en ont été exclus dès les années 60 ; on les retrouve aujourd'hui dans l'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs), parti marxiste-léniniste dont les militants jouent dans le syndicat unitaire un rôle important.

• Espagne

Le nombre des chômeurs augmente

Selon des chiffres officiels, le nombre de chômeurs a augmenté de 100 000 au cours des trois premiers mois de 1978. Le chiffre total est maintenant de 1 114 100 sur une population active de 13 millions de personnes.

En fait, ces chiffres ne correspondent pas à la réalité qui est bien plus alarmante. Bon nombre de jeunes notamment, ne se sont pas inscrits comme demandeurs d'emplois, écœurés par des démarches qui n'aboutissent à rien. En réalité, il y a environ un chômeur sur dix personnes qui travaillent.



Marche des ouvriers agricoles au chômage

• Rhodésie

Les colons ont peur

En Rhodésie, les colons blancs racistes ont peur, très peur car l'arrivée au pouvoir des combattants nationalistes n'est pas si loin. Craignant les représailles de leurs crimes envers le peuple noir, les grands propriétaires isolés dans la campagne vivent dans la terreur.

Ils préfèrent quitter alors le navire blanc raciste tant qu'il est encore temps de sauver ses richesses pour aller s'installer ailleurs.

Selon les chiffres officiels, ils ont été 2 250 personnes à partir durant les quatre premiers mois de l'année 1978.

• Cuba

Pays non-aligné ?

A la veille de la réunion de leurs ministres des affaires étrangères qui doit se tenir au mois de juin à Belgrade, lesp pays non alignés s'interrogent de plus en plus sur le rôle de Cuba au sein de leur mouvement.

Si en effet Cuba n'appartient formellement à aucun pacte militaire, ce qui lui fermerait les portes du mouvement des non-alignés, elle n'intervient pas moins ouvertement en Afrique pour le compte de l'impérialisme russe. La démonstration n'est plus à faire. Aussi plusieurs pays ont demandé l'exclusion pure et simple de Cuba de leur mouvement !

La presse officielle de Yougoslavie, un des leaders historiques du mouvement des pays non-alignés, a critiqué sans ambages les interventions de Cuba sur le continent africain.

Le porte-parole du gouvernement yougoslave, interrogé sur la demande de la Somalie d'exclure Cuba, a rappelé que le règlement des conflits entre pays membres, par la voie pacifique et la non-intervention dans les affaires internes des pays sont deux des principes du mouvement des non-alignés.

Un haut responsable du gouvernement a déclaré que les interventions cubaines en Afrique contribuent à créer un climat de malaise au sein du mouvement. Les superpuissances, a-t-il affirmé, essaient d'absorber le mouvement ou en tout cas de l'utiliser pour accomplir leurs desseins, totalement opposés aux principes du non-alignement. Une des tactiques de l'une des deux superpuissances consiste à utiliser l'action d'une minorité de pays baptisés de « progressistes ». Le secrétaire général du Minsitrère des Affaires étrangères, M. Milan Kaomatina, a dénoncé cette manœuvre et affirmé que « *Les membres du mouvement des non-alignés doivent résister et ne pas tomber dans le piège qui consiste à croire que leurs problèmes peuvent être résolus en faisant appel à un bloc sous tutelle d'intérêts étrangers* ».

Expulsion d'un dissident est-allemand

Les autorités est-allemandes ont libéré et expulsé en RFA le dissident Klaus Mainz, a annoncé, jeudi, à Berlin-Ouest, le *« Comité pour la sauvegarde de la liberté et du socialisme »*.

Klaus Mainz, avait été condamné en 1977 à quatre ans et demi de prison pour menées hostiles à l'État.

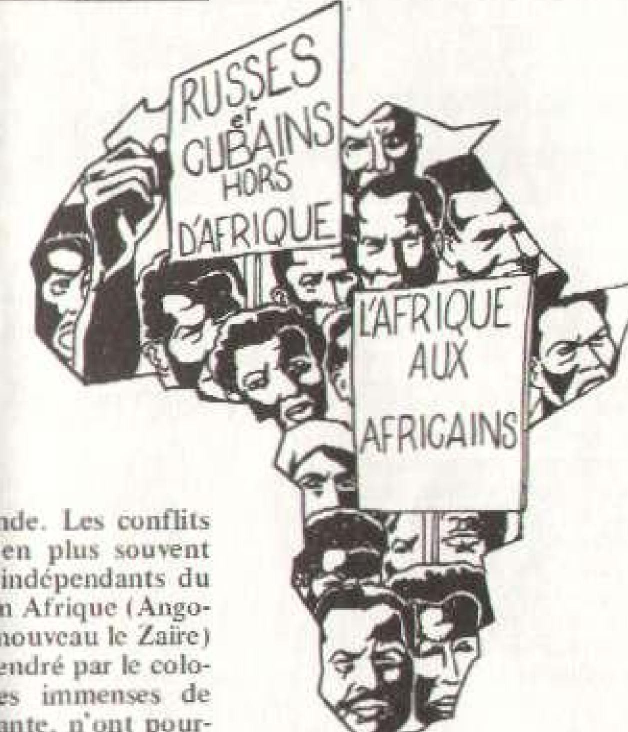
D'autre part, le Comité a annoncé que le dissident est-allemand, Rudolf Bahro, emprisonné en RDA depuis août 1977, pourrait être bientôt libéré et autorisé à émigrer vers un pays occidental.

Le comité a toutefois ajouté qu'il restait à savoir si l'intéressé accepterait de quitter la RDA. M. Bahro, 42 ans, membre du parti socialiste unifié (Sed-parti communiste de RDA) s'est vu reprocher par les autorités, lors de son arrestation, d'avoir été en rapport avec des services de renseignement étrangers.

Auparavant, il avait fait paraître en RFA un livre intitulé « *L'Alternative* » dans lequel il critique la bureaucratie politique.

Cet ouvrage se déclarait hostile au « *socialisme* » de la RDA, où la répression est quotidienne et estimait que le socialisme plus « humain » est possible. Un livre qui ne plaisait vraiment pas au gouvernement de RDA.

L'enjeu africain



Une tension inquiétante grandit dans le monde. Les conflits armés locaux se multiplient, dégénèrent de plus en plus souvent en véritables guerres mettant aux prises des pays indépendants du tiers monde, en Asie, au Proche-Orient, et surtout en Afrique (Angola, Sahara occidental, Zaïre, corne de l'Afrique, de nouveau le Zaïre) Tous ces pays, victimes du sous-développement engendré par le colonialisme et l'impérialisme, confrontés aux tâches immenses de l'édification d'une économie moderne et indépendante, n'ont pourtant aucun intérêt à s'épuiser dans ces conflits. D'autres forces se chargent de les provoquer ou de les attiser.

Bien des facteurs expliquent que l'Afrique se trouve aujourd'hui transformée en champ clos de la rivalité américano-soviétique, au prix, une fois de plus, de souffrances indicibles pour les peuples africains.

Des ressources considérables

Son importance économique d'abord. Le continent africain est l'un des principaux producteurs de ces « *matières premières* » ou « *produits non-manufacturés* » sans lesquels la puissance industrielle des pays développés n'existerait pas.

Il produit en abondance cuivre, manganèse, bauxite, fer, chrome, antimoine, phosphates, pétrole. Et aussi le cobalt, l'uranium et autres minerais stratégiques, sans parler de l'or, de l'argent, des diamants.

L'Afrique fournit aussi des produits agricoles essentiels : cacao, plus des 2/3 de la production mondiale ; arachides : 50 à 60 % des marchés internationaux ; café : 1 390 000 tonnes par an sur les 4 911 000 produites dans le monde ; bois : 100 millions de m3 sur 550 millions.

Les superpuissances convoitent toutes deux ces immenses richesses. Mais celles-ci sont surtout vitales pour les pays européens. Parce que, contrairement à l'URSS et aux USA, ils ne disposent pas d'immenses territoires recélant de telles ressources. Et aussi, parce que du fait du colonialisme, les liens d'échanges et de commerce se sont particulièrement développés entre l'Afrique et l'Europe.

L'importance politique et stratégique

Son importance politique : sur les 149 pays membres de l'ONU, 50 sont des pays africains.

Son importance stratégique : l'Afrique est ouverte, d'un côté sur l'Atlantique, de l'autre sur l'Océan indien, au nord sur la Méditerranée. L'essentiel du pétrole ravitaillant l'Europe transite au large de ses côtes. En cas de conflit mondial, le canal de Suez pouvant très facilement être rendu inutilisable, contrôler la voie de communication maritime entre le Proche-Orient et l'Europe, via l'Afrique, c'est contrôler aussi le ravitaillement de l'Europe, notamment en pétrole, et ses liaisons maritimes avec les USA.

La rivalité soviéto-américiane

Voilà qui explique l'intensité de la rivalité soviéto-américaine pour conquérir influence et bases dans les pays africains et l'ampleur de l'offensive soviétique contre ce continent.

La situation politique de l'Afrique la rend fragile et vulnérable à cette offensive. Le colonialisme lui a légué des frontières artificielles, des problèmes ethniques et tribaux, perpétuelles sources de conflits. Les bourgeoisies en place sont d'une grande instabilité, la classe ouvrière encore peu développée du fait du sous-développement et de l'émigration , la plupart des pays africains ne disposent pas encore d'une avant-garde marxiste-léniniste organisée.

C'est tout cela qui explique que l'Afrique soit aujourd'hui, avec le Moyen-Orient qui lui est rattaché, le principal théâtre de l'offensive de la subversion et de l'agression du social-impérialisme dans le monde. En rêvant d'assurer son contrôle sur l'Afrique, il vise à en faire un tremplin pour conquérir le secteur clé pour la domination du monde : l'Europe.

L'intérêt des pays et des peuples d'Afrique et d'Europe est de s'unir pour faire échec à ces plans.

Annie BRUNEL

La véritable situation au Zaire

PAR LES MARXISTES LENINISTES ZAIROIS



Ce que représente exactement le FNLC.

— Les ex-gendarmes katangais ont une logique de mercenaires celle qui consiste à se vendre à l'impérialisme le plus offrant.

Après avoir servilement exécuté la volonté du colonialisme belge dans la défense jusqu'à son écroulement de l'Etat sécessionniste du Katanga, et après avoir amené, en compagnie des tristement célèbres mercenaires de Jan Schramm et de Bob Denard, la mort et la désolation dans les régions de l'est de notre pays, ils se sont réfugiés en Angola où ils ont offert leurs services au colonialisme portugais. C'est ainsi qu'ils ont combattu les organisations angolaises de libération nationale (FNLA, UNITA et MPLA) et réprimé sauvagement le peuple angolais, frère en lutte pour conquérir son indépendance.

Par la suite, ils ont soutenu le MPLA pour combattre les deux autres organisations. Aujourd'hui, le social-impérialisme est l'impérialisme montant et c'est lui qui a le contrôle effectif de l'Angola. Les gendarmes katangais sont passés à son service et il leur fait remplir un rôle de traitres, celui d'assurer son expansion et sa mainmise sur notre pays.

Le social-impérialisme russe arme les gendarmes katangais et assure leur entrainement : il les a gratifiés du qualificatif de révolutionnaires, espérant mystifier notre peuple et tromper l'opinion internationale.

Certes, le masque de soi-disant « révolutionnaires » et de soi-disant « front de libération » derrière lequel se cachent ces débris des forces coloniales, arrive à trouver un certain écho chez certains de nos compatriotes et arrive à les tromper en spéculant sur les justes aspirations de notre peuple à de meilleures conditions d'existence.

Du reste, le social-impérialisme russe qui tire les ficelles de ces fantoches exploite habilement certains problémes légués par le colonialisme. Tout en encourageant la division ethnique entre, d'une part la population lunda et d'autre part la population luba dont une proportion importante s'est installée dans le Sud-Shaba et travaille dans les mines, il utilise les affinités ethniques d'un grand nombre de mercenaires de Mbumba pour attirer les jeunes gens d'ethnie Lunda dans les rangs de ses laquais. Ceci explique le « succès » relatif de l'entreprise de ces mercenaires dans les régions habitées principalement par les populations Lunda.

La responsabilité de l'URSS et des Cubains dans cette offensive.

— Certains pensent que la présence des Russes et des Cubains sur le terrain des opérations est la seule preuve, la preuve décisive, permettant d'affirmer que l'agression de notre pays est faite à l'instigation de l'URSS. La tactique actuelle de l'URSS consiste justement à progresser, tout en se masquant le plus possible, et cela en vue de tromper l'opinion internationale. Dans notre pays, l'URSS bénéficie pour cela d'un certain nombre d'atouts, notamment l'existence de ces débris du colonialisme que sont les ex-gendarmes katangais qu'elle va essayer, dans un premier temps, de manipuler, tout en restant dans l'ombre. Cela, quitte à intervenir plus directement par la suite, une fois « **la victoire assurée , sous le couvert de " l'internationalisme prolétarien "** ».

C'est ce caractère trompeur qui rend encore plus dangereux le social-impérialisme, auquel il faut être particulièrement attentif. Malgré son camouflage, notamment l'infiltration de la population par ses agents avant et pendant les opérations, la responsabilité de l'URSS et des Cubains dans l'agression actuelle de notre pays transparait de plus en plus. Des témoignages de la population zaïroise et des ressortissants étrangers confirment la présence des Cubains et des « Blancs » sur le terrain même des opérations, encadrant discrètement les ex-gendarmes. D'où viennent les agresseurs ? De l'Angola où sont stationnés environ 30 000 mercenaires cubains et katangais (1).

Il est bon de rappeler que leur chef, le général Mbumba, a été invité à deux reprise à Moscou. En novembre-décembre 1975, au sein d'une délégation angolaise, et en mars-avril 1976, à la tête de sa propre délégation. Est-ce un hasard ce soutien que l'URSS et les éléments pro-soviétiques apportent au FLNC, ne fût-ce que par la propagande démagogique à travers leurs organes de presse ?

Comment les marxistes-léninistes du Zaïre apprécient l'intervention de la Belgique et de la France.

— Nous estimons que pour résister victorieusement contre l'ennemi social-impérialiste russe, notre peuple doit compter essentiellement sur ses propre forces et nous luttons pour cela. Nous estimons que, pour défendre son indépendance nationale et l'intégrité de son territoire, notre peuple doit compter avant tout sur ses propres forces, et non sur les forces étrangères, fussent-elles amies, En même temps, nous disons étant donné les circonstances actuelles où notre pays est agressé par un ennemi très puissant et rusé, où notre peuple doit encore développer ses forces, que l'intervention de la France, tout en ayant pour base la défense de ses propres intérêts, dans la mesure où elle s'oppose aux agresseurs à la solde de l'URSS et va ainsi principalement dans le sens de la défense de l'indépendance de notre pays, est positive.

Tout en appréciant aussi l'aide la la Belgique, nous regrettons néanmoins de la part de certains milieux belges, certaines hésitations, voire même certaines complaisances envers les agents zaïrois du social-impérialisme, notamment ceux qui sont établis en Belgique. La France, la Belgique et le Zaïre ont un ennemi commun : le social-impérialisme russe qui menace aussi l'indépendance nationale de la Belgique et de la France. Par conséquent, il est positif qu'ils se soutiennent mu-



tuellement, dans le strict respect de la souveraineté nationale de chaque pays, lorsque l'un d'entre eux est victime de l'agression de la part de l'ennemi commun.

Pour nous, marxistes-léninistes du Zaïre, la question est de savoir si oui ou non, on admet, non seulement en paroles mais dans les faits, la possibilité d'union antihégémonique entre les pays du tiers monde et ceux du second monde et si on lutte, en conséquence, pour le renforcement d'une telle union.

Nous disons, quant à nous, que nous sommes pour un front uni antihégémonique très large, n'englobant pas seulement les pays du tiers monde, mais aussi les pays du second monde et tous les peuples du monde. Un tel front atteint tout particulièrement les visées hégémoniques de l'URSS. C'est pourquoi, lui et ses laquais révisionnistes et trotskistes de tout poil, font tout pour le saboter. C'est ainsi que pour faire pression sur la France et masquer l'agression social-impérialiste, ils ont orchestré une campagne dénonçant « l'intervention colonialiste de la France au Zaïre ». Il ne faut pas compter sur nous pour abonder dans ce sens et rendre ainsi service au social-impérialisme.

Comme nous l'avons déjà affirmé à plusieurs reprises, bien que nous luttions contre l'impérialisme, il importe de distinguer, dans le contexte actuel de notre pays, les deux superpuissances, USA et URSS.

Bien que nous luttions contre les deux superpuissances qui sont au même titre les plus grands exploiteurs et oppresseurs internationaux, les plus grandes forces d'agression et de guerre de notre époque, les ennemis communs des peuples du monde, il importe de distinguer qui des deux agresse notre pays.

Ce faisant, loin de nous appuyer sur une superpuissance ou sur tout autre impérialisme pour en combattre un autre, nous ne faisons que mieux démasquer le principal ennemi de notre peuple, afin de concentrer nos coups sur lui et préparer ainsi la liquidation définitive de l'impérialisme dans notre pays.

Dans une de ses œuvres capitales « La maladie infantile du communisme, le gauchisme », Lénine écrivait : « On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente la moindre « fissure » entre les ennemis : les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des



Usine de cuivre à Kolwezi principale ressource minière.

différents pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité, n'a compris goutte au marxisme ni, en général, au socialisme scientifique contemporain. Qui n'a pas prouvé pratiquement, pendant un laps de temps assez long et en des situations politiques assez variées, qu'il sait appliquer cette vérité dans les faits, n'a pas encore appris à aider la classe révolutionnaire dans sa lutte pour affranchir des exploiteurs toute l'humanité laborieuse. Et ce qui vient d'être dit est aussi vrai pour la période qui précède et qui suit la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

Et le régime Mobutu ?

Dans la situation sociale actuelle au Zaïre, les masses populaires qui n'ont cessé d'endurer des souffrances et la misère de toutes sortes aspirent à un régime démocratique et prospère. C'est l'oppresion et l'exploitation impérialistes qui sont à l'origine du système social et de la situation présente et qui expliquent la dégradation des conditions de vie des masses.

Depuis quelques temps, l'URSS porte une grande part de responsabilité dans l'exacerbation des difficultés de la situation économique de notre pays et dans l'aggravation des conditions matérielles des masses en se livrant à des actes du genre : bombardement de la ville de Dilolo, incitation de la clique Neto à couper la voie ferrée de Lobito par où étaient écoulés les minerais du Sjhaba et de Kasaï, armement et incitation de ses mercenaires qui se livrent au sabotage économique, au pillage des biens des populations et aux crimes fascistes comme récemment ceux de Kolwezi qui présagent des pires crimes reservés à notre peuple par le social-impérialisme, à l'instar des horribles crimes et « holocaustes » d'Auschwitz, des ghettos de Varsovie commis par les fascistes hitlériens, etc...

Notre peuple aspire à un régime démocratique et prospère, c'est là une affaire qui ne regarde que lui et qui ne peut être réglée qu'en toute indépendance, et ne doit souffrir d'aucune ingérence extérieure.

La campagne actuelle livrée par l'URSS, en masquant son agression et son intervention sous le couvert « d'affaires intérieures » du Zaïre et en faisant tout pour accréditer sa fable de « soulèvement populaire » traduit en fait son impatience de s'assurer la main-mise sur notre pays et d'asservir notre peuple.

Nous avons actuellement toutes les raisons de lutter pour renforcer notre unité avec Mobutu Sese Seko et faire échec aux manœuvres de division du social-impérialisme russe, lutter ainsi contre le danger que ce dernier fait peser sur l'indépendance de notre pays et l'intégrité territoriale.

Ces temps derniers, le gouvernement zaïrois dirigé par Sese Seko cédant aux pressantes exigences des masses populaires de notre pays et sous l'influence de la conjoncture internationale favorable aux luttes des peuples du monde a été amené à prendre une série de mesures allant dans le sens de l'intérêt national. Il n'y a qu'à citer certaines de ces mesures :

— Sur le plan intérieur : nationalisation des écoles, du commerce extérieur, de la douane, mesures sur la réglementation d'exportation des matières premières, sur la limitation des sorties de devises, sur la priorité à donner à l'agriculture dans l'économie du pays ; dispositions prises en vue de laisser s'exprimer les manifestations culturelles de différentes nationalités et regroupement ethniques, etc.

Certes, nous autres, marxistes-léninistes, nous sommes conscients de la limite de bien de ces mesures ainsi que de leur faiblesse et ne perdons pas de vue le chemin tout pavé d'âpres luttes que les masses populaires de notre pays ont à mener pour assurer la démocratie et pour de meilleures conditions de vie. Toutefois, nous estimons positive l'adoption de mesures allant dans le sens d'un développement national indépendant.

Par exemple dans le domaine de la politique extérieure, Mobutu Sese Seko et son gouvernement a accédé au vœu combien pressant des masses populaires de développer la compréhension et l'amitié avec d'autres peuples : il a ouvert les relations diplomatiques et consenti à contribuer à la promotion des liens d'amitié et de coopération avec la République populaire de Chine, chassé les représentants de la clique de Tchang Kaï Tchek au Zaïre, reconnu la République populaire de Chine et soutenu les propositions du camarade Kim Il Sung pour la réunification de la Corée, reconnu et soutenu le GRUNK et le FUNK avant même la victoire finale du peuple du Kampuchéa sur l'impérialisme américain et ses fantoches, reconnu le GRP Sud-Vietnamien, soutenu les peuples arabes et palestinien, reconnu l'OLP comme représentant de ce dernier, rompu les liens avec le sionisme israélien dont il a expulsé représentants diplomatiques, experts et techniciens du Zaïre. Il a participé à la campagne de dénonciation des deux superpuissances (Conférence d'Alger des pays non-alignés en 1973 par exemple) et rejoint le courant de la lutte des pays du tiers monde pour un nouvel ordre économique mondial et celui de la consolidation des liens avec l'OUA dont il soutient les efforts pour contribuer à la lutte de libération en Afrique australe, etc.

En 1975, dénonçant le complot de l'impérialisme américain, mécontent de diverses mesures portant atteinte au Zaïre, le gouvernement zaïrois de Mobutu Sese Seko, a expulsé l'ambassadeur américain du Zaïre et refusé pendant un moment d'accréditer le nouvel ambassadeur américain.

Et surtout, dans la phase actuelle de la lutte de notre peuple, son opposition au social-impérialisme russe est une position que nous apprécions particulièrement. Cette position l'a conduite, en conformité avec la demande de notre peuple à expulser les ambassadeurs de Cuba et de l'Allemagne de l'Est dont il a fermé les missions diplomatiques. Tout récemment, il a déclaré qu'il allait revoir ses relations avec l'URSS : nous exigeons l'expulsion de l'ambassadeur et des autres membres de l'ambassade russe où fourmillent plusieurs espions du KGB.

Contre l'ennemi social-impérialiste, Mobutu Sese Seko et nous, nous nous trouvons dans la même tranchée et menons la même lutte pour la défense de l'intégrité territoriale.

C'est le social-impérialisme russe qui est l'ennemi le plus dangereux de notre peuple.



L'armée zaïroise contre-attaque.

Certains voudraient qu'au moment où l'URSS et ses mercenaires agressent nous prenions Mobutu et son gouvernement comme cible principale. Cette position revient objectivement à appuyer les visées agressives de l'URSS sur notre pays. D'autres veulent que nous attaquions en plusieurs directions à la fois : ils nous poussent à lutter ainsi aveuglément et se refusent à ce que nous concentrions nos coups et nos forces contre notre principale cible : le social-impérialisme russe et ses mercenaires.

Posons alors clairement la question :

— Mobutu résiste-t-il ou ne résiste-t-il pas à l'agression actuelle dont notre pays est victime ?

— Son opposition actuelle au social-impérialisme russe, ne va-t-elle pas dans le sens de la défense de l'indépendance nationale et ne répond-elle pas à notre attente et à celle de notre peuple ?

Si la réalité est telle que Mobutu résiste au social-impérialisme et à ses mercenaires, alors c'est bien, c'est même très bien !

— Quelles perspectives proposez-vous aujourd'hui au peuple zaïrois ?

— L'URSS ne renoncera pas à sa volonté de dominer notre pays qui présente pour elle une proie alléchante et qui, une fois tombé sous son influence, accélérerait sa pénétration en Afrique et lui permettrait de réaliser ses objectifs : dominer l'Afrique et le reste du globe. Quelle que soit l'issue des présents événements, nous devons unir nos forces sur le plan national et nous préparer à une résistance prolongée. Cette résistance ne sera réellement durable et conséquente qu'avec la mobilisation de tout notre peuple. Pour que cette mobilisation devienne réalité et dans l'intérêt suprême de notre pays, nos propositions émises l'an dernier restent toujours valables.

1 - Que les différentes couches de la population, notamment les ouvriers, les paysans, les intellectuels révolutionnaires et tous les autres patriotes aient le droit de s'organiser librement tant sur le plan politique et syndical que culturel, etc.

2 - Que cesse le monopole d'un seul parti politique dans la vie sociale du pays.

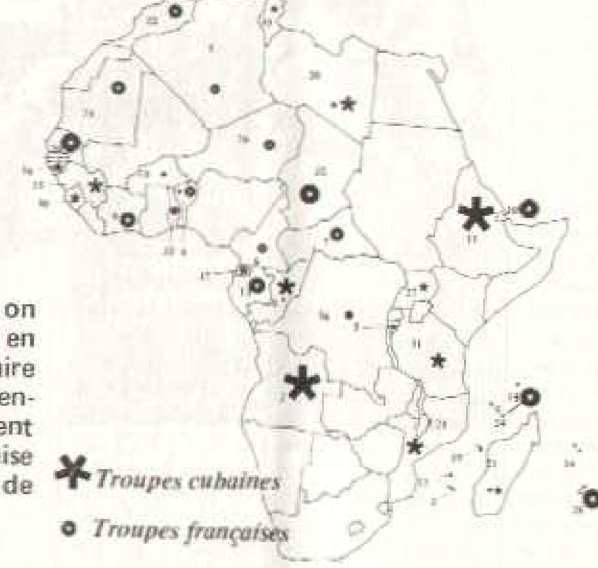
3 - Que tous les prisonniers politiques soient libérés immédiatement sauf les traitres à la nation. Les agents du social-impérialisme russe notamment doivent être débusqués, réprimés et combattus avec énergie.

4 - Que soient améliorées les conditions d'existence des masses laborieuses.

5 - En ce qui concerne l'armée en place, il faut qu'elle soit réorganisée : la débarrasser des officiers traitres, voleurs, corrompus, sans conscience patriotique et les remplacer par des officiers ayant la conscience patriotique, compétents, sans considérations ethnique. Il faut que les conditions des simples soldats ainsi que de leurs familles soient améliorées ; que soient récompensés les soldats qui se distinguent par leur courage et leur détermination dans la lutte contre l'ennemi social-impérialiste et ses mercenaires cubains et gendarmes katangais ; que cessent les vexations envers la population civile. L'armée doit être éduquée dans l'esprit de l'amour de la patrie et du peuple.

6 - Que soient renforcés les liens avec les pays du tiers monde monde et en particulier les liens d'amitié et de coopération avec la République populaire de Chine.

39 000 Cubains en Afrique



Zaïre, Ethiopie, Angola, on parle beaucoup des Cubains en Afrique. Nous avons voulu faire le poinnt exact sur cette présence, en la comparant notamment à la présence militaire française afin de donner une échelle de mesure.

	Cubains	Français
1) Algérie		90
2) Angola	21 000	
3) Bassas de India		10
4) Bénin	20	200
5) Burundi		30
6) Kamerun		90
7) Empire centrafricain		200
8) Congo	500	10
9) Côte d'Ivoire		500
10) Djibouti		4 500
11) Ethiopie	16 000	
12) Ile Europa		10
13) Gabon		500
14) Glorieuses		10
15) Guinée (Conakry)	300	
16) Guinée-Bissau	100	
17) Guinée équatoriale	100	
18) Haute-Volta		20
19) Juan de Nova		50
20) Libye	200	25
21) Madagascar	30	50
22) Maroc		250
23) Mauritanie		100
24) Mayotte		2 000
25) Mozambique	500	
26) Niger		60
27) Ouganda	60	
28) La Réunion		2 000
29) Sénégal		1 300
30) Sierra Léone	100	
31) Tanzanie	300	
32) Tchad		1 800
33) Togo		80
34) Tromelin		10
35) Tunisie		40
36) Zaïre		70*
Total	39 200	14 000

* De manière permanente (plus 600 avec la Légion)

Ce tableau qui ne prend pas en compte les quelques 6 000 soldats soviétiques montre clairement l'étendue de la présence cubaine en Afrique.

En quelques années, celle-ci est passée de zéro à près de 40 000, soit 2,6 fois plus que la présence française. Elle est de très loin la plus grande présence militaire étrangère sur ce continent.

Et leur maitre russe

Nous n'avons pas mentionné sur notre carte les troupes soviétiques ni les troupes du Pacte de Varsovie, principalement les Allemands de l'Est. Bien que leurs effectifs soient mal connus, on sait néanmoins qu'on en dénombre environ 1 500 en Ethiopie, encadrant l'armée éthiopienne en Erythrée, 500 en Angola, et, en tout en Afrique, environ 6 000. Leur présence est le plus souvent liée à la présence cubaine qui leur sert de paravent.

Il faut d'autre part noter que la plupart des pays où l'on trouve une présence militaire soviéto-cubaine sont des pays qui ont acquis leur indépendance après de dures luttes qui les ont conduit à s'affronter à l'impérialisme occidental. C'est sous prétexte d'aide économique et militaire que les Soviétiques se sont introduits dans ces pays.

Il serait cependant faux de les considérer, pour leur grande majorité, comme inféodés à Moscou l'exemple de la Somalie, et très récemment la fermeture d'une base militaire aérienne soviétique en Guinée (Conakry) sont là pour le prouver.

LE ROLE DES CUBAINS

Profitant de l'auréole révolutionnaire qu'avait acquise Cuba dans sa lutte contre l'impérialisme US et du grand prestige dont ils jouissaient dans les pays du tiers monde, les Cubains ont débarqué en force en Afrique depuis la guerre civile angolaise, en 1975. Ils se présentaient alors comme de grands révolutionnaires venant aider les peuples du tiers monde à se débarrasser de l'impérialisme.

Or, trois ans après qu'en est-il ? Principale force militaire sur le continent, on les voit en Angola se comporter comme les anciens maitres portugais. En Ethiopie, après la répétition générale en Ogadén, ils secondent le régime éthiopien dans sa tentative de génocide contre un peuple qui lutte pour sa libération, le peuple érythréen. Au Zaïre également, comme partout en Afrique, on les trouve toujours derrière les « sales coups », contre les intérêts de l'indépendance des peuples.

Partout où l'on trouve des Cubains, on trouve également mais beaucoup plus discrétement, beaucoup moins nombreux, les « conseillers » soviétiques dans leur ombre. Car c'est là en fait leur véritable rôle : ayant les coudées plus franches que les Russes, ils peuvent se permettre d'être beaucoup plus voyants et même, au besoin, s'engager dans des « sales guerres ». C'est en fait un véritable rôle de mercenaires que les Cubains jouent en Afrique pour le le plus grand profit du social-impérialisme, permettant à Moscou de disposer d'une troupe de manœuvre en Afrique sans s'y engager directement.

Hôpitaux

Pour une grève générale nationale

Chaque semaine qui passe nous apporte son cortège d'hôpitaux qui se mettent en grève. A l'heure actuelle, le secteur de la Santé est un des plus mobilisés qui soit. Cela tient à deux choses essentiellement.

D'une part, au fait que, de plus en plus, les hospitaliers se rendent compte que la santé, comme n'importe quelle autre chose, est une source de profits considérables, tant pour l'administration que pour les firmes pharmaceutiques et que cela a d'énormes conséquences sur la manière dont sont soignés les malades.

D'autre part, aux conditions de travail supportées par les travailleurs de la santé et aux salaires qui leur sont attribués. Les responsabilités dans le travail sont énormes et les malades sont dépendants des conditions de travail des agents hospitaliers.

Qui, dans un hôpital, n'a pas attendu des heures aux urgences, parce qu'il n'y a pas assez de personnel ou parce que certains appareils sont en panne et ne peuvent être réparés immédiatement, en raison encore du manque de personnel ?

Qui, dans un hôpital, n'a pas constaté les conditions de travail des agents hospitaliers qui sont obligés de courir dans tous les sens pour parer au plus pressé ? Obligés de laisser de côté certains soins de porter des malades invalides ou gravement atteints dans des conditions très dures, avec tous les risques que cela comporte pour les malades eux-mêmes.

Qui, dans un hôpital, n'a pas vu ces vieillards entasser dans des locaux vétustes devenir grabataires parce que personne n'a le temps de s'en occuper.

Tout ceci ajouté, a entrainé une extraordinaire mobilisation et les hôpitaux ont tous été touchés. Mais la grève, dans un hôpital, ne prend pas les mêmes formes qu'ailleurs. Il n'est pas question d'arrêter le travail totalement, car la sécurité des malades serait gravement compromise.

Alors, il a fallu trouver des formes de lutte originales, allant des débrayages répétés, laissant dans les services uniquement le personnel chargé de la sécurité, à la grève qui a touché l'administration à la caisse, son point le plus sensible.

Mais cette combativité ne débouche pas. Certaines revendications nécessitent une mobilisation d'ampleur nationale, comme celles portant sur les treize heures pour tous et l'augmentation générale des effectifs.

Avec le plan Barre numéro III, Simone Veil, plus que jamais, refuse toutes les revendications, toute négociation. Elle a intérêt à laisser pourrir la grève, d'autant plus que le mouvement n'est pas coordonné.



A notre avis, c'est cela le plus grave. Les directions syndicales n'ont jamais voulu organiser une riposte d'ampleur nationale. Elles se sont contentées de journées d'action nationale (11 avril, 11 mai, le 18 mai, le 1er juin), sans perspective autre que des «*points chauds* » régionaux. C'est, en fait, un véritable sabotage, un véritable coup de poignard porté aux grévistes.

Ce que Simone Veil ne réussit pas à faire, les directions syndicales le font. Sous prétexte de « *négociations* » locales ou régionales, elles font reprendre le travail. Encore une fois, ce sont les dirigeants de la CGT qui en portent la plus lourde responsabilité. Et la CFDT, pour ne pas briser l'« unité » leur emboite le pas.

La lutte des hospitaliers doit déboucher sur une grève générale nationale, en coordonnant les luttes et en mettant en avant les meilleures formes d'action et les revendications les plus importantes.

Les hospitaliers ressentent cette nécessité et c'est donc notre tâche de les aider dans la voie de la lutte contre la santé capitaliste et la satisfaction de leurs revendications.

Yves LEPIC

Hôpital Ste Anne (Paris)

«Nous ne sommes pas des gardes fous»

L'hôpital Sainte-Anne était connu à Paris comme la « maison des fous », aujourd'hui c'est la combativité des hospitaliers (qui y travaillent) qui en fait parler. Dans les locaux vétustes du siècle dernier, un millier de malades souffrant de troubles mentaux sont soignés dans des conditions absolument scandaleuses et ce n'est pas la moindre raison du profond mécontentement qui a amené le déclenchement de la grève, le 16 mai dernier.

L'ensemble du personnel (infirmiers (ères), élèves-infirmiers (ères), agents hospitaliers, administratifs et ouvriers) s'est mis d'accord sur une plate forme de revendications qui permette d'unir tout le monde.

— Titularisation au bout d'un an pour les agents administratifs.

— Extension à tout le personnel de la prime de 250 F dont seuls les infirmiers bénéficient aujourd'hui et surtout embauche immédiate de 300 élèves-infirmiers ou diplômés.

En effet, dans certains services, les effectifs prévus au budget ne sont pourvus qu'à 30 ou 50 %.

Les conséquences en sont nombreuses. Les élèves-infirmiers sont utilisés comme bouche-trous. Leur travail, c'est le plus souvent le ménage, la cuisine, ce qui les amène à se décerner par dérision le titre de « serpillo-thérapeutes ». Pour ce qui est des soins, ils apprennent à les pratiquer dans les conditions d'hygiène les plus précaires qui règnent dans l'hôpital.

Des journées « portes-ouvertes » réussies

Au cours des journées « portes-ouvertes », les grévistes ont largement dévoilé et dénoncé la situation scandaleuse qui était faite tant aux malades qu'à eux-mêmes par l'administration.

Significatif, les chariots vétustes et insalubres qui servaient au transport des repas à travers l'hôpital et qu'ils ont amenés à la manifestation parisienne des hospitaliers le 18 mai pour les abandonner devant le ministère de la Santé.

Les couloirs servent de réfectoire

Mais à Sainte-Anne, il y a aussi les couloirs transformés en réfectoire pour les malades, les salles communes sous les combles, les poubelles qui côtoient les chariots de pharmacie. Il y a l'exploitation de certains hospitalisés employés à faire les pluches dans les cuisines et rétribués 1 F par jour par l'administration. Il y a surtout toute la misère de la médecine psychiatrique pour pauvres, aggravée par la pénurie. « *Les malades ils ont besoin de soins d'affection, mais comment faire quand on passe son temps à courir, qu'on est trois là où il faudrait être dix ?* ».

Les hospitaliers ne veulent plus de tout ça et leurs mot d'ordre le disent avec force : « *Nous ne sommes pas de gardes-fous ! Non à la camisole chimique, physique, sociale !* »

Il n'est pas facile de faire grève dans un hôpital

Mais ça n'est pas facile de faire grève dans un hôpital. En fait les grévistes continuent d'assurer tous les soins et même des relations étroites de solidarité se sont établies dans la lutte avec les hospitalisés. La grève, elle consiste à frapper l'administration à la caisse : un piquet de grève est en place tous les jours aux admissions qui assure la gratuité des soins. Par ailleurs, les grévistes font preuve de beaucoup d'initiative dans la popularisation. Le directeur a bien essayé de s'opposer à l'ouverture de l'hôpital au public mais ce fut en pure perte.

Les liens avec d'autres hôpitaux parisiens sont aussi mis en place avec le souci d'aboutir à une coordination des luttes.

Devant la lutte à Sainte-Anne, on reste profondément impressionné par le sens élevé des responsabilités qui animent les grévistes. Entre l'humanisme de façade d'une Simone Veil qui ne sert qu'à camoufler l'existence des enfers hospitaliers et les sentiments de solidarité et de respect dont les grévistes font preuve à l'égard des malades, il y a vraiment la distance entre deux mondes : celui du profit et celui du travail.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A L'HOPITAL SAINTE-ANNE





Ces travailleurs venus des bords du fleuve Sénégal

Parmi les multiples aspects des relations existant entre la France et les peuples d'Afrique, il en est un qui mérite particulièrement d'être dénoncé et résolument combattu. Il s'agit de la situation faite dans notre pays à quelques dizaines de milliers de travailleurs africains. Ils connaissent des conditions d'exploitation et d'oppression qui en disent long sur la férocité de « notre » bourgeoisie capitaliste.



Les travaux les plus durs sont réservés aux travailleurs africains. Notre photo : les conditions de travail dans une usine d'aliments.

C'est surtout depuis les années 60 qu'une immigration d'origine africaine (non maghrébine) s'est développée en France. Sénégalais, Maliens, Mauritaniens, pour l'essentiel, ces travailleurs immigrés sont presque tous d'anciens paysans riverains du fleuve Sénégal ; de ces régions où le colonialisme a imposé la monoculture de l'arachide par exemple. Une arachide qui sert à remplir les caisses de trusts comme Unilever ou des industries agro-alimentaires qui vendent des tourteaux dans nos campagnes.

Ces travailleurs, qui sont le plus souvent victimes d'escroqueries sans nom à l'occasion de leur voyage d'immigration, sont embauchés dans des emplois parmi les plus durs et les moins payés.

Les emplois les plus durs

Éboueurs, ouvriers de voirie ou des entreprises de nettoyage du métro, de la SNCF, ils sont aussi nombreux dans les usines d'alimentation et les industries chimiques ou manœuvres dans la métallurgie.

Pour beaucoup d'entre eux, cela signifie non seulement travail dur et bien peu payé mais encore perte de la santé. C'est ainsi que le travailleur africain employé à nettoyer les rues de Paris par tous les temps ou celui dont la journée de travail consiste en allées et venues dans les salles frigorifiques des usines d'alimentation deviendra vite une victime toute désignée pour la tuberculose.

Ces conditions de travail ne sont nullement des « *bavures* » imputables à quelques patrons qui exploitent en marge des lois, puisqu'aussi bien, elles sont le fait des très officiels services de voirie de la Ville de Paris dont le patron est comme chacun sait, Chirac !

Mais ce n'est pas tout : dans le travail viennent s'ajouter des conditions de logement particulièrement scandaleuses.

A Montreuil (93), 700 travailleurs logés dans une usine désaffectée

700 travailleurs africains logés dans une usine désaffectée « *aménagée* » en foyer pour 219 locataires officiels, ça se passe aujourd'hui à Montreuil, aux portes mêmes de Paris et ce n'est malheureusement qu'un exemple. Dix ou douze locataires sont installés dans des chambres à lits superposés, chambres qui ne sont en fait que des boxes, puisque les cloisons ne montent pas jusqu'au plafond. Quelques rares points d'eau et salles de douches ou l'eau chaude coule quand elle le veut bien. Un « foyer » déclaré insalubre à 80 % en 1972, dont les pompiers assurent qu'en cas d'incendie, seulement 10 % des locataires pourraient en réchapper.

Pour autant, le relogement est toujours refusé aux résidents qui l'exigent depuis bientôt 6 ans... Du côté du pouvoir on ne connait que les discours hypocrites comme ceux de Giscard aux éboueurs ou les promesses vaines. C'est ainsi que Dijoud, alors secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, écrivait en 1974 à propos de ce foyer de Montreuil que sa « *résorption* » faisait « *l'objet depuis de longs mois des préoccupations constantes des pouvoirs publics* »!

Confrontés à ces conditions d'existence, qui sont à cent lieues du « *paradis* » qu'on leur avait fait miroiter, les travailleurs africains se lancent de plus en plus dans la lutte aux côtés de leurs frères immigrés d'autres nationalités et Français.

Résidents des foyers Sonacotra, éboueurs ou nettoyeurs du métro, les paysans venus des bords du fleuve Sénégal deviennent des prolétaires conscients qui changeront le monde.

Pierre MARCEAU

A Montreuil (93), 700 travailleurs sont logés dans cette usine désaffectée.





«Nous ne tendons pas la main»

Par nos envoyés spéciaux Yves LEPIC et Bernard NOVION.

Photo Humanité rouge

Le 26 mai 1978, 15 000 travailleurs des Vosges ont manifesté dans les rues d'Épinal. Cette journée de lutte a suscité un enthousiasme débordant tant par le nombre de participants que par la combativité des travailleurs.

On ne saurait comprendre cette situation si on n'analysait pas le contexte économique de ce département.

Un département très touché

Dans le textile en 24 ans, 150 usines ont été fermées et parfois des milliers de travailleurs ont été licenciés parce que les capitalistes investissent ailleurs et font à tout coup payer la restructuration aux travailleurs.

Mais le textile n'est pas le seul secteur touché. Le bâtiment en accuse le contre-coup. On ne travaille plus, donc on construit moins. Une ville de moyenne importance comme Raon l'Étape a vu une fermeture d'hôpital. Nous l'avons, constaté, les fenêtres fermées, les murs s'abîment, les persiennes métalliques rouillent : ce n'était plus rentable. Là, c'est la santé des gens qui est remise en cause.

A la SNCF, avec le plan global de restructuration et avec les fermetures d'usines dont le matériel nécessitait un transport par train, la direction a fermé de petites gares, supprimé certaines lignes, licencié du personnel, là aussi pour garder ses profits.

Un département pourtant riche

Les Vosges ont plusieurs richesses. D'abord il y a le bois, la forêt qui s'étend sur de grandes zones. Les scieries sont nombreuses ainsi que les industries annexes mais elles ferment comme les usines de pâte à papier. Il existe des noms assez prestigieux dans ce domaine : Clairefontaine, les Chatelles, mais ces industries de moyenne importance devront se regrouper pour affronter des monopoles plus puissants ce qui va entraîner des licenciements. D'ailleurs déjà les réductions d'horaires et le chômage partiel sont quasiment institutionnalisés depuis quelques années.

Une autre richesse : l'eau. Et c'est l'eau qui a poussé nombre de magnats du textile à s'y installer. L'eau est filtrée par les roches ; elle est pure donc utilisable pour les industries textiles sans transformation. Elle ne contient pas de calcaire.

La crise du textile

Pendant des décennies, le textile a été la mono-industrie des Vosges. Des groupes puissants s'y sont installés : Doffus-Mieg (DMC), Boussac, Agache Willot entre autres.

Avec l'accentuation de la concurrence capitaliste internationale, les monopoles du textile ont fait des coupes sombre afin de conserver et accroître les profits et les Vosges ont payé le prix fort, nous l'avons dit plus haut : 150 usines fermées en 24 ans. Mais la crise a atteint des proportions inégalées ces dernières année. Dès la fin 1975, Boussac a fermé de petites unités ça et là en fonction du coût financier et des profits réalisés. Bilan : 3 500 licenciements. Juillet 1977, la firme italienne Montedison veut fermer sa filiale Montefibre à Saint-Nabord. Cette usine compte 1 039 travailleurs.

Aujourd'hui, rien n'est réglé et il y a déjà eu des licenciement. Le patron italien a « garanti » 470 emplois. Puis après les élections ce sera Boussac qui parlera de restructurer sur ordre du gouvernement qui ne veut plus financer ce « canard boiteux » qui lui coûte les yeux de la tête (1 milliard de centimes de dettes tous les mois).

Boussac dans les Vosges

Boussac dans les Vosges c'est 4 000 salariés avec 9 usines réparties dans deux vallées celles du Rabaudeau (Senones, Moyenmoutiers, Saulcy, Rambervillers) celle de la Moselle (Nomexy, Vincey, Ignem, Thaon, Les Grands sablés, Saint-Laurent) Sur les 4 000 emplois' 1 365 étaient directement menacés avec le plan Petit qui a été repoussé. Avec la liquidation judiciaire combien de travailleurs vont rester sur le tapis ?

Pour quiconque a parcouru les deux vallées concernées, la catastrophe apparait dans toute son intégralité. Nombre de cités sont à Boussac, toutes construites sur le même modèle. Les cités ouvrières s'alignent les unes derrière les autres, le long des routes, à proximité des usines délabrées ou encore en fonction.

L'avenir des Vosges

Nous avons mis à profit notre séjour dans les Vosges pour visiter un peu certains coins. Une chose nous a frappée : il semble d'ores et déjà acquis que le gouvernement cherche à transformer le département en « *zone verte* », c'est-à-dire en zone touristique avec tout ce que cela comporte. Il suffit de se promener autour du lac de Longemer pour s'en rendre compte. C'est devenu une exploitation financière forcenée.

Parce qu'il y a beaucoup de rivières de montagnes et très peu de population paysanne dans ces montagnes boisées, il a été décidé de construire le barrage de « Pierre percée » (à côté de Raon) pour répartir l'eau sortant de la future centrale nucléaire de Cattenom à 200 kilomètres de là. Il y a une mobilisatiion importante de la population contre cette centrale qui est à 20 km de Thionville.

Le 26 mai 1978

Tout ce contexte économique explique le succès de cette manifestation contre le chômage et la déportation. *« Vivre et travailler dans les Vosges »* est un slogan très mobilisateur. Il reflète exactement ce que veut la majorité des gens ici.

Le travail de mobilisation dans les boites pour le 26 mai n'avait pas été très fort de l'avis même de certains responsables syndicaux. Il y avait eu beaucoup de faiblesses de la part des sections syndicales. Mais la venue, à l'heure de la manifestation, de milliers de travailleurs en aura renforcé plus d'un dans sa conviction qu'il est possible de *« vivre, travailler et lutter au pays »*.

La manifestation à laquelle nous avons assisté a été puissante, unitaire, mobilisatrice. Les ouvriers et ouvrières de Boussac étaient là nombreux, la mine grave, leur avenir est en jeu et pour les gens déjà assez âgés l'avenir est encore plus sombre. Nous ne pouvons nous empêcher de citer ces quelques phrases de ce travailleur assez âgé de la CGT qui interpellait les gens au bord de la route :

« *Les gens ne peuvent plus travailler normalement, ce que nous voulons, c'est travailler, travailler dans les Vosges, mais pas travailler n'importe comment ni n'importe où. Nous avons droit au travail, nous ne demandons rien d'autre, nous ne tendons pas la main, nous demandons que notre sueur soit respectée.* »

Nombreuses étaient les femmes dynamiques, enthousiastes, défilant en groupes compacts, femmes de chez Boussac et d'ailleurs. Les jeunes étaient venus aussi nombreux de la CGT, de la CFDT et non-syndiqués.

Les enseignants, les postiers, les locataires, les commerçants étaient là pour soutenir les Boussac pour avoir du travail au pays.

Dans les bistrots à la fin de la manifestation chacun était stupéfait du résultat et on commentait allègrement. Nous avons fait entendre des extraits de notre enregistrement à des militants CGT et CFDT attablés à côté de nous et nous nous sommes quittés en disant : « *A la prochaine, on reviendra* ».

Car il y aura d'autres manifestations, il en faudra d'autres et des plus fortes pour faire reculer Giscard, Barre et Boussac.

Meeting à Plainfaing (Vosges), dans une usine de vissage menacée de fermeture.



Télématique

Le paradoxe du progrès

A la demande de Giscard, Simon Nora, un haut fonctionnaire, et Alain Mic, un ancien de l'ENA (1), viennent de publier un rapport sur « l'Information et la société ».



L'introduction de la télématique aura pour conséquence la suppression de nombreux emplois.

Ce rapport part de la constatation que l'information est désormais d'une utilisation quotidienne et que son développement dans tous les domaines de l'activité sociale est un phénomène inéluctable.

Les ordinateurs ne sont plus seulement utilisés par les grandes administrations et par les entreprises géantes, ils le sont de plus en plus pour des opérations bien plus simples.

De la machine à calculer de poche aux machines plus sophistiquées qui permettent aux grandes surfaces de calculer l'approvisionnement de leurs rayons, l'informatique est partout. Les auteurs pensent qu'il faut hâter cette évolution et la programmer, informatiser tout ce qui peut l'être.

Pour cela, pensent-ils, il faut constituer, dans tous les secteurs où cela est possible, des « banques de données » où seront stockées des masses énormes d'information et les mettre à la disposition de tous ceux qui ont besoin d'utiliser les renseignements qu'elles renferment.

Il suffit pour cela que les éventuels utilisateurs disposent d'un appareil appelé « terminal » qui les mettent en relation avec les « banques de données ». Cette liaison est assurée par les moyens de télécommunication tels que le téléphone, les câbles, les satellites, etc. d'où le nom de cette technique qui combine informatique et télécommunications : la « télématique ».

La télématique et l'automatisation du travail

La « télématique » est utilisable dans de nombreuses activités en particulier dans les banques, les administrations, les bureaux, etc. Elle permet d'automatiser le travail. Prenons le cas du guichetier d'un bureau de poste. Quand un usager vient effectuer un retrait à vue à son guichet le guichetier doit compulser une fiche, l'annoter, le chèque doit être transmis au centre de chèques et l'ordinateur enregistre l'opération un ou deux jours après, le nouvel état du compte étant retourné ensuite au bureau de poste.

La téléinformatique permettra de réaliser en quelques secondes toutes ces opérations qui demandent presque une semaine. De plus, elle permet de supprimer les nombreuses manipulations et travaux d'annotation, de classement de fiches, d'acheminement, etc. d'où une économie de temps et de travail.

Le rapport Nora propose donc d'automatiser ainsi toutes les activités qui peuvent l'être. De plus, il propose d'étendre de tels procédés à des activités encore plus simples. Le médecin qui constitue un dossier pour chacun de ses patients pourrait remplacer celui-ci par l'enregistrement des renseignements sur le malade dans une banque de données. Munis d'un terminal, il pourrait obtenir en un instant les renseignements nécessaires en consultant l'ordinateur. Le cas échéant, celui-ci pourrait même fournir un diagnostic pour certaines maladies.

Des domaines tels que les loisirs, la médecine, les transports, l'enseignement, la recherche peuvent constituer de nouveaux débouchés pour la « télématique ». Les catalogues des maisons de vente par correspondance pourraient être supprimés et remplacé par un tel système mis à la portée de tous.

La suppression d'emplois

L'automatisation extrême que permet cette nouvelle technique est le résultat du progrès et en tant que telle, elle est inévitable et positive.

Cependant, le gain de productivité qu'elle permet se fera au détriment des travailleurs.

En effet, comme l'introduction de nouvelles machines par le passé a jeté au chômage des milliers de travailleurs, l'introduction de la télématique aura pour conséquence la suppression de très nombreux emplois.



Les loisirs, la médecine, l'enseignement etc. sont touchés par la télématique.

Le rapport Nora-Mic estime à 30 % le nombre des emplois supprimés dans les dix ans à venir par le développement de cette technique dans les banques, les assurances et les bureaux.

Il estime que les prévisions du 7e plan concernant les créations d'emplois doivent être restreintes notablement. Cela donc exigera des travailleurs une lutte accrue contre le chômage, les licenciements et les conséquences du développement capitaliste de la « télématique ».

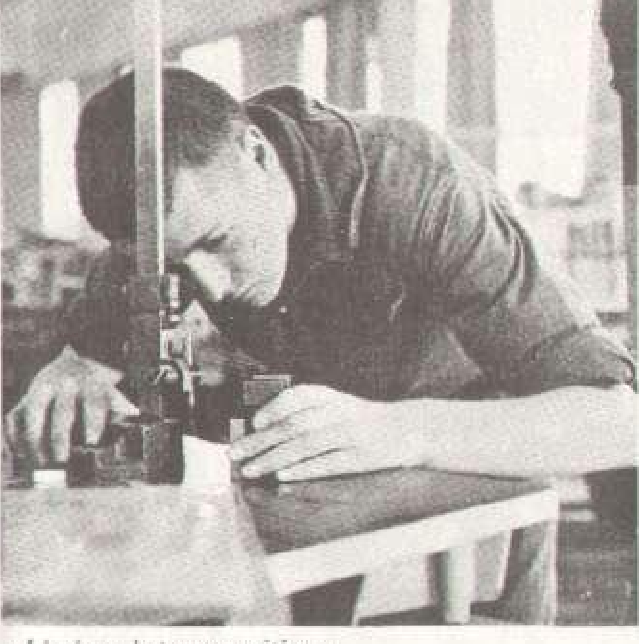
(1) École nationale d'Administration où la bourgeoisie forme ses cadres.

Henri MAZEREAU

Témoignage d'un apprenti

«Diplôme ou pas c'est le chômage à la sortie»

Dans les CET, les lycées c'est actuellement la période des examens. Ceux-ci sont un moment important de dizaines de milliers de jeunes dont l'avenir dépend dans une certaine mesure de la réussite ou de l'échec à l'examen. Nous avons interrogé un apprenti qui vient de passer le Brevet d'Étude professionnel (BEP) de menuiserie .



« L'enjeu, c'est notre métier. »

Quel est l'enjeu de cet examen ?

L'enjeu, c'est notre métier. Moi, c'est la menuiserie. Bien qu'auparavant j'ai fait une année de comptabilité. On a été ejecté des études longues en général. La possibilité de passer en menuiserie un brevet technique et de faire des études longues existent mais ou on n'a pas été assez bon, ou il s'est passé quelque chose. Toujours est-il qu'on se retrouve en cycle court avec comme perspective d'aller travailler au bout de 2 ans. Donc l'examen pour nous c'est une fin, celle des études, de la scolarité, il sanctionne celles-ci. Un succès ou un échec c'est déjà un premier jugement. Si un gars échoue, il sera très désorienté. En réalité, un BEP ce n'est pas une promotion même par rapport à celui qui ne l'a pas. Le risque existe c'est vrai, qu'un patron ne nous embauche pas quand on sort de l'école si on n'a pas de diplôme.

Mais de toute façon diplôme ou pas si on se présente chez un patron ce qui compte pour lui c'est ce qu'on sait faire. Pour cela il nous fait passer un essai, et c'est surtout là qu'il juge. Pour cela je crois qu'on ne devrait pas sanctionner aussi fortement les deux années d'apprentissage car on peut ne pas avoir le diplôme et être aussi capable de travailler que celui qui l'a obtenu, car le diplôme fait entrer en jeu des connaissances générales ou théoriques qui n'ont pas grand chose à voir avec la menuiserie. Ne pas avoir de diplôme constitue quand même un hadicap, même à qualité égale.

Cette résussite à un examen est surtout importante pour les gars qui passent le CAP. Eux sortent de la 5e et sont orientés plus rapidement vers la vie professionnelle. Si, pour nous, le niveau d'études qui est le BEPC nous permet en cas d'échec ou de difficultés d'embauches de nous orienter vers des secteurs comme les PTT, pour les gars qui passent un CAP avec un niveau d'étude plus bas, il y a en cas d'échec moins de possibilité de trouver d'autre travail. D'où l'importance encore accrue de l'examen, du diplôme pour eux. Pour les patrons d'ailleurs, le CAP est aussi coté que le BEPC.

D'autre part, quand on se présente à l'agence- pour l'emploi, dire qu'on a un diplôme, c'est un peu farantir qu'on a une qualification, c'est en quelque sorte pour nous une assurnce de trouver un emploi plus facilement peut-être que si l'on n'avait pas de diplôme:

L'examen présente-t-il une difficulté particulière ?

Oui, l'examen est constitué d'épreuves qui sont des difficultés, que l'on a déjà vu dans l'année, mais qui sont quand même des difficultés par rapport à l'attente d'un patron.



« Pour la plupart d'entre nous, diplôme ou pas, c'est le chômage qui nous attend ».

Il faut dire que les patrons sont représentés au moment de l'examen. Les patrons sont très branchés sur les épreuves pratiques et leur présence est un élément de sévérité certainement en ce qui concerne le résultat. Par contre chez nous il y a une très bonne unité entre les professeurs et les élèves. L'an dernier, il y avait eu au BEP 100 % de réussite dans mon lycée, et cette année, on nous a promis que ça ne serait pas le cas. Les professeurs ici sont conscients de l'avenir qui nous est réservé.

Quelque chose que j'ai oublié de dire, c'est que la proportion d'étrangers ou immigrés en menuiserie est très grande. Ils sont au moins la moitié de l'effectif. Par contre, au BEP, il n'y en a plus. Ils n'accèdent pas en effet aux lycées.

MANIFESTATIONS DE SOUTIEN AU PEUPLE ARGENTIN

Mercredi 31 mai, plusieurs grandes manifestations organisées par le COBA ont eu lieu en France pour protester contre la tenue de la Coupe du monde de football en Argentine et pour soutenir la lutte du peuple argentin contre la junte militaire.

A Paris, plusieurs milliers de personnes ont manifesté après que la préfecture de police ait finalement autorisé la manifestation. Elle avait interdit celle prévue le 23 mai, veille du départ de l'Équipe de France de football en Argentine. La tenue de cette manifestation constitue une première victoire de la campagne de solidarité avec le peuple argentin.

Une manifestation a eu lieu également à Dijon réunissant près de 2 000 personnes. Des affrontements violents ont eu lieu avec la police. La semaine précédente, à Dijon aussi, une manifestation de solidarité avec le peuple argentin était réprimée par la police.

Dans d'autres villes des manifestations ont eu lieu au moment ou la Coupe du monde commençait.



10 000 personnes à la manifestation du COBA, à Paris, le 31 mai pour protester contre la venue du Mundial.

LICENCIÉS POUR NE PAS AVOIR PORTÉ LES VALISES DES MILITAIRES ARGENTINS

Deux employés de l'hôtel Meurisse à Paris avaient été licenciés, il y a quelques jours, pour avoir refusé de porter les bagages de militaires argentins qui font partie de la délégation de l'armée argentine venue en France négocier l'achat d'armes françaises. Un troisième liftier vient également d'être licencié pour la même raison. Bien qu'il ait demandé à la direction de l'hôtel de ne pas avoir à effectuer de service auprès de militaires argentins, il avait été appelé le samedi précédant son licenciement pour ouvrir à de nouveaux clients la porte de la chambre qui leur était réservée. Se rendant compte que le locataire était un militaire argentin, il refusait d'ouvrir la porte et de porter les bagages de celui-ci.

Quand le lundi il revint à l'hôtel pour reprendre son service, il se vit empêcher de rentrer dans l'hôtel. La direction, elle, dément qu'il y ait licenciement. Elle parle de mise à pied.

RADIO ACTIVITE CHES LES HABITANTS DE BIKINI (PACIFIQUE)

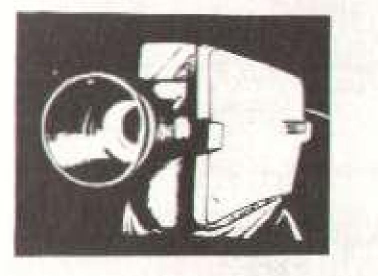
Les îles Bikini dans le Pacifique avaient été le siège d'une explosion nucléaire américaine en 1954. Les habitants qui avaient, dans un premier temps, été évacués, ont été ensuite ramenés sur l'île. Or des examens médicaux faits au mois de mai dernier ont révélé une augmentation de la quantité de césium radio-actif dans le corps des habitants de l'île de 75 % ces douze derniers mois. Le taux de ces produits dépasse bien sûr les normes de sécurité admises. D'autre part le césium n'est pas la seule substance radio-active se trouvant dans l'organisme des habitants de l'île. Par exemple du strontium 90 s'y trouve également. Ces faits montrent le mépris avec lequel les impérialistes américains considèrent les populations de ces îles.

QUATRE MORTS ACCIDENTELLES EN DEUX MOIS DANS LES HOPITAUX

En moins de deux mois quatre accidents mortels sont survenus dans les hôpitaux français. Le 4 avril, une jeune femme de 19 ans est morte à la suite d'une erreur de groupe sanguin lors d'une transfusion. Le 27 avril, une jeune fille de 16 ans mourait dans une clinique de Marseille au cours d'une opération pour soigner une fracture à une cheville. L'anesthésiste n'avait pas tenu compte qu'elle était sujette à des crises d'épilepsie. Le 22 mai, dans un hôpital de Thionville, une infirmière injecte des tranquillisants à des malades sans en aviser le médecin de service. L'un des malades meurt. Le 23 mai, un bébé est découvert ensanglanté et le crâne déformé gisant sur le sol à l'hôpital de Montargis (Loiret). Un dément serait à l'origine de la mort du bébé.

Tous ces accidents sont à rattacher au manque d'effectifs particulièrement grave dans les hôpitaux et cliniques. Surmené, et affecté à de multiples tâches, le personnel hospitalier ne peut apporter l'attention désirable, nécessaire au travail. D'autre part, ce personnel, toujours dans un but d'économie et donc de profit, ne reçoit pas bien souvent la formation nécessaire au travail qu'il doit effectuer.

Cinéma



«L'Etat sauvage»

L'action se situe en 1960 dans un État africain qui vient d'accéder à l'indépendance. Une société française voudrait bien obtenir un contrat d'exclusivité pour l'exploitation de l'uranium. Son représentant sur place, trafiquant rompu aux combines les plus sordides, fait pression sur un ministre corrompu pour influencer la décision du gouvernement.

Extrait du film.

Celui-ci serait prêt à céder, mais le ministre de la Santé, homme intègre et soucieux de la sauvegarde des intérêts réels de son pays s'y oppose. Son audience est telle dans le peuple qu'on ne peut se permettre d'aller contre son avis. Le trafiquant imagine alors une machination lui permettant tout à la fois d'éliminer le ministre gênant et d'assouvir une vengeance personnelle.

Les ficelles néo-colonialistes

L'intérêt de ce film, c'est de nous montrer comment de soi-disants coopérants de l'ancienne puissance coloniale ont pour fonction essentielle de mettre en place un nouveau système de contrôle du pays. Les moyens utilisés sont variés depuis la corruption jusqu'à l'aide à la formation d'une police répressive ou l'entrainement d'une armée de coup d'État, en passant par toutes les formes de racisme pour semer la division. Son plus grand mérite est certainement de démontrer que ce sont les manœuvres néo-colonialistes qui provoquent cette régression à l'« état sauvage » qui se caractérise par une exploitation démagogique des différences ethniques que l'on exacerbe pour les transformer en affrontements racistes.

Un grand absent : le peuple

Malheureusement, cette dénonciation des méfaits de l'impérialisme français ne va pas au-delà d'un constat empreint de fatalisme. Face à cette oppression, on ne discerne que la détermination du ministre de la Santé, chef prestigieux, intègre et dévoué, mais héros solitaire. Le peuple est absent en tant qu'acteur de ce « drame », il n'est là qu'à titre de figurant, masse manipulable et manipulée, inconsciente des véritables enjeux. Du début à la fin, les « affreux » sont maitres du jeu et rien ne semble pouvoir arrêter cette machine inexorable qu'ils ont mise en marche.

Francis Girod a construit son film comme une tragédie classique en respectant la règle des trois unités : unité de lieu, de temps et d'action. Il utilise un moment de l'histoire d'un peuple, comme Racine puisait dans les grands thèmes de l'Antiquité, pour illustrer « une vérité » qui se voudrait éternelle et nous serait révélée par les interactions entre les personnages principaux. Cela peut satisfaire les esthètes, mais cette réduction de l'histoire à un matériau de tragédie a pour effet d'escamoter la part que les masses prennent à leur propre histoire. Malgré ses bonnes intentions, Francis Girod manifeste, dans ce film, un mépris pour le peuple présenté sous l'aspect d'une populace déchainée et animée de sentiments racistes.

Dans une interview publiée récemment dans « Télérama », Francis Girod a dit qu'il essayait de « faire des films populaires qui véhiculent autre chose qu'une idéologie populaire ». C'est bien, en effet, une idéologie bourgeoise que véhicule ce film, et c'est fort dommage car cela diminue la portée des aspects positifs incontestables qu'il comporte par ailleurs.

Henri BERTHAULT

Jules Verne

• La foi dans la science
• La crainte du prolétariat

La célébrité de Jules Verne dont on fête cette année le 150e anniversaire de la naissance tient d'abord sans doute à ce qu'il a « inventé » le premier sous-marin, dans « *Vingt mille lieues sous les mers* », le premier satellite artificiel, dans les « *500 millions de la Bégum* » et le premier vaisseau spatial dans « *De la terre à la Lune* ». Il est connu également pour avoir prévu l'immense avenir de l'énergie électrique, dans le « *Château des Carpathes* », ou pour avoir affirmé sa foi dans les « *plus lourds que l'air* » face aux partisans des dirigeables ou autres « *plus légers que l'air* », dans « *Robur le Conquérant* ».

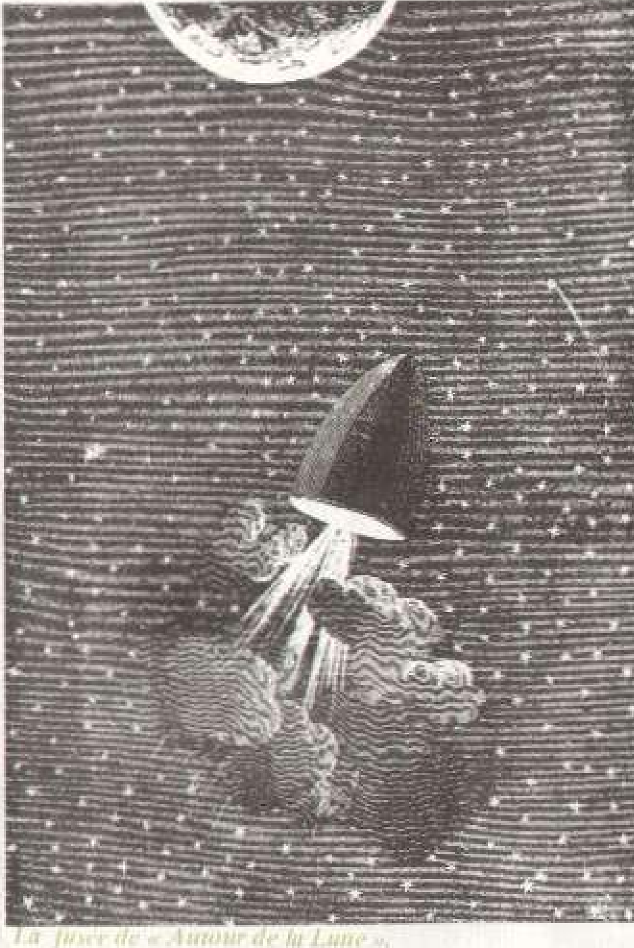
Ce qui étonne chez Jules Verne, c'est que toutes ses prédictions se soient finalement révélées exactes et que ses « *inventions* », qui ont pu apparaître, à certaines époques, comme les produits d'une imagination exaltée, aient bel et bien trouvé une application concrète.

C'est que les prédictions de Jules Verne n'ont rien des prophéties d'un illuminé. Jules Verne est avant tout un homme de science, très au fait des dernières découvertes de son époque et qui croit fermement dans le progrès des sciences.

Quand en 1862, après le triomphe de « *Cinq semaines en ballon* », l'éditeur Hetzel annonce la publication d'une série qui portera comme sous-titre général « *Voyage dans les mondes connus et inconnus* », il explique à ses lecteurs que le but de Verne est de « *résumer toutes les connaissances géographiques, géologiques, physiques, astronomiques amassées par la science moderne et de refaire sous la forme attrayante qui lui est propre, l'histoire de l'univers* ». Jules Verne compilera, en effet, avec acharnement toutes les connaissances scientifiques de son époque et n'écrira pas moins de 80 romans.

Mais au-delà de la compilation simple des connaissances, ce qui permet à Jules Verne de faire œuvre d'anticipation c'est l'idée fermement ancrée chez lui du progrès constant de la science, sa conviction que rien n'est impossible à l'homme. Pour Jules Verne l'invention ou la découverte ne sont pas le fruit du hasard ni non plus du travail d'un génie solitaire. Elle est le résultat d'un processus long, cumulatif et collectif lié en général au développement de la société. Ainsi à propos de Robur, inventeur d'un extraordinaire aéronef Jules Verne affirme

« *Sans le tâtonnement, les expériences de ses devanciers, l'ingénieur eut-il pu concevoir un appareil aussi parfait ?* ». De même l'exploration de l'Australie dont Paganel dans « *Les Enfants du Capitaine Grant* » nous expose les multiples épisodes.



La fusée de « Autour de la Lune ».

Expliquer physiquement les phénomènes

Résultat donc d'un long processus, la découverte est également étroitement liée à la pratique. Dans « *Les Indes Noires* », c'est un vieux mineur, qui, grâce à son expérience et sa connaissance parfaite de la mine, et contre l'avis des patrons, découvre un nouveau filon de charbon. Le savant chez Jules Verne n'a rien d'un lunatique perdu dans ses théories mais est souvent un ingénieur aux prises avec la réalité, que ce soit Némo, dans « *20 000 lieues sous les mers* », Marcel dans les « *500 millions de la Bégum* » ou Robur dans « *Robur le conquérant* ».

La foi dans la science est inséparable chez Jules Verne du refus du surnaturel. La science est toujours là pour « *expliquer physiquement le phénomène* ». Ainsi dans « *Le château des Carpates* », le héros s'acharne-t-il jusqu'à trouver l'explication de phénomènes « *inexplicables* » qui jettent la panique chez les habitants du village prêts à croire à l'intervention de puissances surnaturelles.

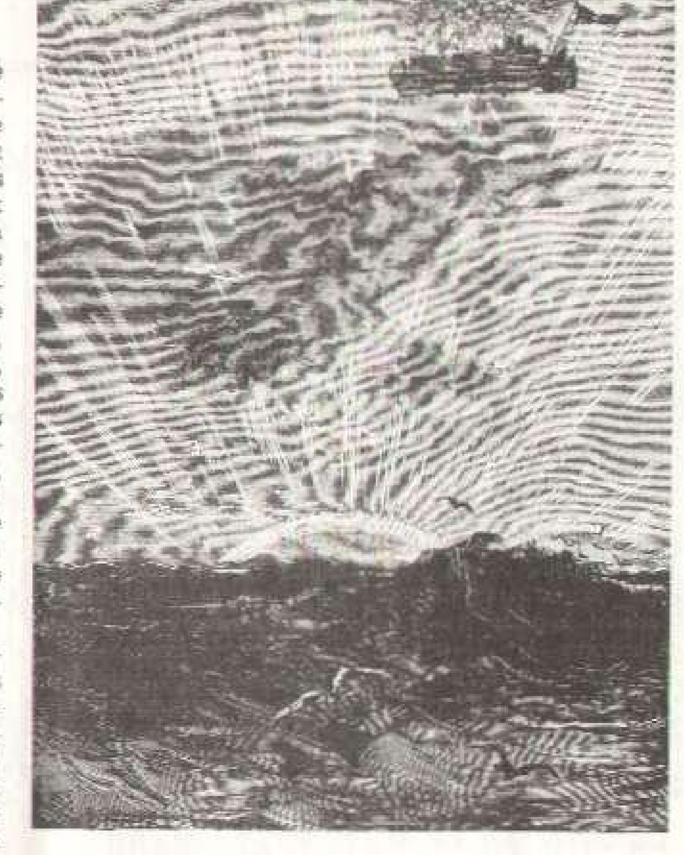
Enfin, Jules Verne n'est pas du tout un compilateur ennuyeux mais bien un romanicer, c'est la science aussi qui constitue le ressort essentiel de l'action romanesque. Les relations psychologiques ou sentimentales des héros, si elles existent, s'effacent en tant que ressort de l'action devant les énigmes scientifiques à résoudre ou les théories à vérifier. Ce sont le plus souvent les difficultés du savant ou de l'ingénieur, ces échecs momentanés, ses trouvailles, les résultats imminents d'une expérience qui tiennent les lecteurs en haleine.

Toute l'œuvre de Jules Verne s'inscrit dans le thème général de la conquête de la nature par l'homme. En ce sens, elle est étroitement liée à son époque qui, du Second empire au début de la Troisième République, voit le triomphe en France de la Révolution industrielle et l'achèvement de la mise en place des forces productives nouvelles. Machinisme, rationalisme, et positivisme, conquête du monde par l'impérialisme forment le contexte de son œuvre.

Le peuple, « troupeau imbécile »

Cette science toute puissante, Jules Verne voudrait la voir appliquer à l'exploitation de la terre. L'importance des thèmes de la mise en valeur de la terre, des chemins de fer, des grands travaux, comme ce projet de créer une mer reliant les chotts du Sud-tunisien et du Constantinois au Golfe de Gabès dans « *L'invasion de la mer* », l'apparition constante du héros qui dompte les forces de la nature, tout cela relie l'œuvre de Jules Verne, à un certain aspect du saint-simonisme, et en particulier à sa deuxième génération, celle des saint-simoniens pratiques, comme Ferdinand de Lesseps (2), dont le secrétaire, Nadar, fut un grand ami de Jules Verne. Nul doute que Jules Verne adhérait à la proclamation du « *Producteur* », organe des saints-simoniens, qui, dès 1825, prônait « *une exploitation savante, réglée, fraternelle du globe dirigée par le pouvoir scientifique* ».

Et c'est là que Jules Verne, homme de progrès quand il s'agit du domaine scientifique devient profondément conservateur en politique. D'ailleurs, né au sein d'une famille bourgeoise aisée, son père est avoué, sa mère issue d'une famille d'armateurs et de négociants coloniaux, Jules Verne,



Jules Verne prévoit que l'avenir de la locomotion aérienne appartient à l'aéronef non à l'aérostat.

Simon Ford, mineur dans les « Indes Noires ».

agent de Bourse pendant quelques années, s'entendra parfaitement à gérer la fortune que lui apportent ses romans et reste sous cet aspect profondément attaché à sa classe sociale.

En 1871, écrivant à Hetzel à propos de la Commune, il s'exclame : « *Les mobiles tiendront en respect ses énergumènes. La République est le seul gouvernement qui ait le droit d'être sans pitié pour les fauves puisque c'est le gouvernement voulu par la majorité du troupeau* ». Et au moment de l'Affaire Dreyfus, il adhérera à la Ligue de la Patrie française et affirmera être « *dreyfusard dans l'âme* ».

Et c'est bien souvent en effet sous la forme d'un troupeau imbécile que Jules Verne dépeint le peuple et le prolétariat. Notamment dans les « *Naufragés du Jonathan* » où il raconte l'échec d'une expérience de communauté libertaire, menée par un anarchiste convaincu, dépeint sous des traits sympathiques, qui doit renoncer à ses convictions et s'ériger en chef de la foule. « *Esclaves dociles, disposés à exécuter ce qu'on leur commanderait, ils ne faisaient rien de leur initiative propre* » écrit-il à propos des naufragés. Ou encore : « *Livrés à eux-mêmes, ces hommes s'étaient montrés incapables de vivre, et ils allaient mourir de faim, troupeau imbécile qui ne saurait trouver sa pâture sans un berger pour la lui donner.* » Dans ce roman d'ailleurs les idées communistes sont incarnées par deux scélérats qui « *n'excitent* » la foule que pour prendre le pouvoir et s'enrichir.

C'est que la Révolution industrielle a donné naissance à un prolétariat puissant qui entend jouer son rôle sur la scène de l'histoire et qui, de la Révolution de 1848 à la Commune de Paris, fera trembler la bourgeoisie. Homme d'ordre comme il se définit lui-même, Jules Verne s'oppose au changement social et rêve d'un prolétariat docile exé-



« Un indien plein de dignité » dans les « Enfants du Capitaine Grant ».

cutant ses projets d'organisation scientifique du travail comme dans sa communauté idéale de France-Ville.

Partisan de la libération des peuples

Pourtant le même Jules Verne dans ses romans prend farouchement parti en faveur des peuples qui luttent pour leur libération nationale et contre « *l'impérialisme-roi* » de l'époque, l'impérialisme anglais. C'est aussi le combat du progrès contre l'obscurantisme qu'il soutient.

Lui, qui, dans un discours à une distribution de prix dans un lycée de jeunes filles les engageait à se garder de « *s'égarer dans le domaine scientifique* » et pis encore à « *se jeter dans les luttes sociales* » et leur demandait de « *mieux diriger leurs aptitudes en rendant plus agréables le toit familial et le foyer domestique* », il peint, cependant, dans « *l'Archipel en feu* », le portrait de deux héroïnes de la lutte d'indépendance des Grecs qui s'engagent aux côtés des patriotes et dirigent des actions militaires. De même soutient-il la révolte des Taipings dans les « *Tribulations d'un chinois en Chine* », ou celle des Bulgares contre les Turcs dans le « *Pilote du Danube* », des paysans russes contre l'oligarchie balte dans « *Un drame en Livonie* », des nationalistes irlandais dans un « *P'tit Bonhomme* » et des Canadiens français dans « *Famille sans nom* ». Il condamne sans hésitation l'esclavage et les massacres perpétrés par les colonialistes anglais « *Le système britannique poussait à l'anéantissement des peuplades conquises, à leur effacement des régions où vivaient leurs ancêtres... Ils les chassaient et les tuaient à coups de fusil... Le meurtre de ces misérables ne constituait pas un crime* », s'indigne-t-il dans « *Les enfants du Capitaine Grant* ».

Il est vrai que l'impérialisme britannique est à l'époque dans une concurrence acharnée avec l'impérialisme français et que sa dénonciation peut ne pas apparaître comme totalement désintéressée. Il est cependant remarquable que Jules Verne ne participe pas au concert des littérateurs bourgeois de l'époque qui chantent « *L'épopée coloniale* » française. Son silence revêt un aspect positif.

Dans un de ses derniers romans même « *L'invasion de la mer* » (1905) un des opposants au projet des colonialistes français proclame, sous la plume de Jules Verne, « *Il faut avoir anéanti ces étrangers avant qu'ils aient noyés le pays qui nous appartient, le pays de nos ancêtres, par l'invasion de la mer* ».

« Fuyez , tyrans, le peuple se réveille »

Rappelons que les luttes d'indépendance de la Pologne ou de la Grèce, entre autres, avaient connu le soutien effectif de la petite bourgeoisie et d'une partie de la bourgeoisie à l'époque. L'esprit libertaire de quelques uns des héros de Jules Verne, l'idéal de communauté en marge de la société, la théorie des élites intellectuelles comme déterminantes pour la transformation de la société, forment également partie du bagage de la petite bourgeoisie radicale de l'époque. Et Jules Verne est sans doute tributaire des mêmes contradictions que celle-ci.

Le même Jules Verne qui multiplie les considérations sur la méchanceté de la nature humaine et la « *folie* » qui existe en puissance dans toutes les foules et qui fait qu'ayant une fois goûté de la violence elles ne s'arrêtent que saoûles de destructions et de « *carnages* » n'hésite pas cependant à soutenir les luttes armées des « patriotes », comme il le dit, irlandais, canadiens, grecs ou autres.

Ainsi les devises des Indépendantistes canadiens qui ont toute la sympathie de Jules Verne, dans « *Famille sans nom* » sont « *Fuyez tyrans ! Le peuple se réveille !* », « *Union des peuples, terreur des grands !* » ou encore « *Plutôt une lutte sanglante que l'oppression d'un pouvoir corrompu* ».

Pour cela et pour sa foi dans la science et le progrès de l'humanité, Jules Verne reste terriblement actuel et mérite d'être relu.

Pierre DELAUBE

(1) Saint-Simonisme : une des écoles du socialisme utopique fondée par Saint-Simon, croyait à l'avènement proche d'un âge d'or que gouvernerait une élite d'industriels éclairés et de savants pour le bien-être de tous, et d'où seraient exclus tous les « oisifs », nobles, rentiers, prêtres, militaires, etc.

(2) Promoteur du canal de Suez construit en 1929.

Andranita Startos, héroïne de la lutte pour l'indépendance dans « L'archipel en feu ».



Cette fameuse bombe à neutrons

On a beaucoup parlé, ces derniers temps, de la bombe à neutrons, cette arme qui permettrait d'anéantir toute une population tout en laissant intactes les usines. C'est ainsi du moins que l'a présenté une certaine presse. En fait, telle qu'on la connait aujourd'hui, la bombe N se présente essentiellement comme une arme défensive, de grande capacité certes, mais qui présente la particularité pour une arme nucléaire, de pouvoir être utilisée en cas d'agression, sur son propre territoire.



La bombe à neutrons permet de stopper une attaque de char sur une surface de 1 km2.

Pour bien comprendre ce qu'est une bombe N, il faut tout d'abord partir de ce qu'est une bombe atomique classique. Le principe de fonctionnement d'une bombe atomique, c'est la création d'une réaction en chaîne due à la fission d'uranium 235 ou de plutonium (bombe A) ou à la fusion d'hydrogène (bombe N). La réaction ainsi provoquée pourra être infiniment supérieure avec ce dernier type.

Cependant, et contrairement à ce que l'on croit souvent, la plupart des recherches en matière d'armements atomiques se sont principalement tournées ces dernières années, non pas vers la mise au point d'armes de plus en plus puissantes, mais au contraire, d'armes à très faible rayon d'action, de l'ordre d'un kilomètre ou deux. C'est ce que l'on appelle des armes nucléaires tactiques (ANT), par opposition aux armes nucléaires stratégiques.

Le rôle d'une arme tactique est, lui, plus directement « *militaire* », visant surtout à la destruction d'une concentration ennemie en campagne. Dans la pratique, les ANT sont soit incluses dans des obus de 203 mm, soit montées sur des missiles à faible portée. C'est par exemple le cas des missiles français Pluton.

Des effets inversés

Les effets classiques d'une arme stratégique sont de trois types : radiations, souffle et chaleur. Ils s'étagent dans cet ordre, l'effet de chaleur allant le plus loin. Parmi les rayonnements, les neutrons, de longue portée, sont particulièrement dangereux, mais en fait, ce sont les effets mécaniques (souffle et chaleur) qui font le plus de dégâts.

Les neutrons présentent la particularité de se laisser facilement arrêter par un ouvrage de protection simple (blockhaus, simple trou dans la terre), mais de traverser tous les blindages métalliques.

C'est là, depuis plus de vingt ans, la direction de recherche des laboratoires américains a fabriqué une bombe atomique dont les effets mécaniques (la chaleur et le souffle) sont réduits au minimum, mais dont les rayonnements neutroniques sont, eux, considérablement développés : c'est la bombe à neutrons. Une telle bombe a donc, par rapport aux autres, la particularité de faire très peu de dégâts matériels, mais par contre d'être particulièrement meurtrière à l'encontre de tout être vivant, même si celui-ci est à l'abri d'un blindé.

Une bombe anti-Blitzkrieg

Les implications militaires d'une telle arme sont évidentes : possibilité de stopper immédiatement une attaque de chars sur une surface d'un kilomètre carré (zone approximative de déploiement d'un escadron de chars) tout en ne faisant de dégâts que sur quelques dizaines de mètres de rayon, facilité pour les défenseurs de se mettre à l'abri des effets (alors que les agresseurs sont forcéement exposés) et surtout fait que la bombe N ne soit pas « saturable ». Ses effets ne dépendant pas du nombre d'adversaires en présence (il n'est plus possible d'être submergé par le nombre d'ennemis).

Tout cela fait de la bombe N une arme défensive par excellence. Pour donner un exemple, il suffit de dire que deux bombes tirées à deux kilomètres d'intervalle produirait un résultat équivalent, sur une colonne blindée à 10 000 pièces d'artillerie tirant simultanément.

Jusqu'ici, il était très difficilement pensable de pouvoir s'opposer avec succès à une très importante attaque concentrée de chars. De par la possibilité qu'elle offre de créer une ceinture infranchissable, la bombe N modifie cette donnée.

Serge FOREST

L'exemple de Renault

Depuis trois semaines, les directions syndicales des usines Renault étaient en négociations avec la direction de la Régie. Ces négociations étaient accompagnées d'actions temporaires, débrayages à Cléon, pétitions, délégations (Boulogne-Billancourt, etc.)



Les ouvriers de l'usine Renault à Cléon se relayent au piquet de grève

A Cléon , près de Rouen, les actions ont rapidement été dépassées. Depuis le début de la semaine dernière, 500 ouvriers débrayaient, tenaient des meetings et défilaient dans l'usine. Parmi eux, beaucoup de jeunes. Mercredi 31 mai, une grève d'une journée était observée par les plus combatifs. Jeudi 1er juin, les sections CGT-CFDT organisaient un vote car il était évident que le seuil du ras-le-bol était atteint. Au cours du vote, 80 % des ouvriers se prononçaient pour la grève de 24 heures reconductible. Aussitôt, les locaux étaient occupés. Les grévistes s'installaient. Des feux de bois étaient allumés devant l'usine, des tentes installées sur les pelouses, les lances à incendie étaient prêtes à fonctionner, les caisses de boulons étaient apportées.

Ces précautions n'étaient pas inutiles. En effet, vendredi matin, la maitrise tentait de pénétrer de force dans l'usine occupée mais elle était repoussée par les jets des lances à incendie. Elle ne devait plus s'aventurer à revenir.

A Cléon, on fabrique des moteurs et des boites à vitesse. Les condititions de travail sont insupportables. Les cadences ne cessent d'augmenter. L'autoritarisme de la direction est de plus en plus oppressif. Au bruit permanent, s'ajoute la chaleur des derniers jours insupportable dans les ateliers. Les revendications portent sur l'amélioration des conditions de travail mais aussi sur les salaires, les grévistes veulent 300 F d'augmentation et pas de salaire inférieur à 3 000 F.

A Flins (Yvelines) où travaillent 20 000 personnes, les ateliers de presses sont occupés depuis le 23 mai, le 20 mai, un ouvrier des presses était sanctionné pour retards successifs et l'atelier se mettait en grève aussitôt. Les ouvriers exigeaient la levée de la sanction et la qualification des OS comme ouvriers professionnels de 1e catégorie (OP1).

Vendredi 2 juin, la direction décidait le lock-out de l'usine prétextant que la grève de Cléon bloquait la production à Flins (une partie du travail étant acheminée vers Douai).

Pour protester contre le lock-out les trois ateliers de Flins débrayaient vendredi à l'appel de la CGT et de la CFDT. Aux presses, travaillent 900 OS en majorité des immigrés, qui sont à la pointe de l'action.

La direction a déférré devant le tribunal des référés, 8 délégués syndicaux de Cléon, demandant en outre le recours de la police pour faire évacuer l'usine et cinq délégués de Flins. Après le déclenchement de la grève dans ses 2 usines, elle rompait les négociations engagées. La direction CGT exprimait ses regrets devant cette rupture et se déclarait prête à négocier sur la base des revendications des grévistes, revendications sur lesquelles les négociations ne portaient pas jusque là.

Dans les autres usines de la Régie Renault, l'ébullition augmente. Samedi et vendredi 2 juin les ouvriers des presses de Douai se mettaient en grève refusant de travailler sur les pièces acheminées de Flins. Ils exigent l'alignement des qualifications sur celles de Flins.

Des assemblées ont eu lieu à Boulogne-Billancourt, Sandouville, Le Mans, Saint-Ouen, et Rueil.

L'offensive gouvernementale et patronale contre la classe ouvrière ne reste donc pas sans réponse, les ouvriers de Renault ont mis un coup d'arrêt à la politique de concertation de Renault, les mécontentements et la combativité sont tels que la moindre sanction entraine une riposte massive. Ils ont imposé leur lutte face à la négociation, ils ont imposé leurs revendications qui sont importantes face aux miettes que veulent négocier les patrons et les directions syndicales.

Henri MAZEREAU